



OPALE
OBSERVATOIRE
PARTENARIAL
ÉCONOMIE
EMPLOI
INSERTION

SEPTEMBRE 2025

Portrait économique de territoire

Villeurbanne

CHIFFRES CLÉS

162 200

habitants

63 400

emplois totaux

91

emplois pour 100 actifs
ayant un emploi

55 850

emplois salariés
privés hors intérim

14 940

établissements

3 330

établissements de
commerce et de
services

3 381

établissements
artisansaux

3 530

créations
d'entreprise

15 590

demandeurs
d'emploi

6 210

foyers bénéficiaires
du RSA

Caractéristiques de la population 4

Population et solde migratoire 5

Niveau de vie 6

Déplacements domicile-travail 8

CSP des actifs ayant un emploi 10

CSP des emplois au lieu de travail 11

Dynamiques et spécificités économiques 13

Tissu économique : spécificités et évolutions 14

Entreprises et établissements 21

Fonctions économiques 22

Artisanat 24

Commerce 25

Economie sociale et solidaire 28

Création d'entreprises 29

Construction de locaux 30

Consommation d'ENAF 31

Immobilier d'entreprises 32

Sites économiques selon le PLU-H 33

Emissions de gaz à effet de serre 34

Marché du travail et insertion 35

Demandeurs d'emploi 36

Niveaux de formation des demandeurs d'emploi 37

Offre et demandes d'emploi par métier 38

Recrutements 39

Bénéficiaires du RSA et de la prime d'activité 40

Jeunes accompagnés par les Missions locales 41

Insertion par l'activité économique 42



Villeurbanne



Les 10 Conférences territoriales des maires (CTM) de la Métropole de Lyon



Définitions

Les Conférences territoriales des maires (CTM) de la Métropole de Lyon :

Elles sont au nombre de 10 et regroupent plusieurs communes qui partagent des problématiques et cherchent à y répondre ensemble. Elles sont consultées pour avis lors de l'élaboration et la mise en œuvre des politiques de la Métropole.



Caractéristiques de la population



POPULATION ET SOLDE MIGRATOIRE

Une population qui croît grâce à un solde naturel très positif

Définitions

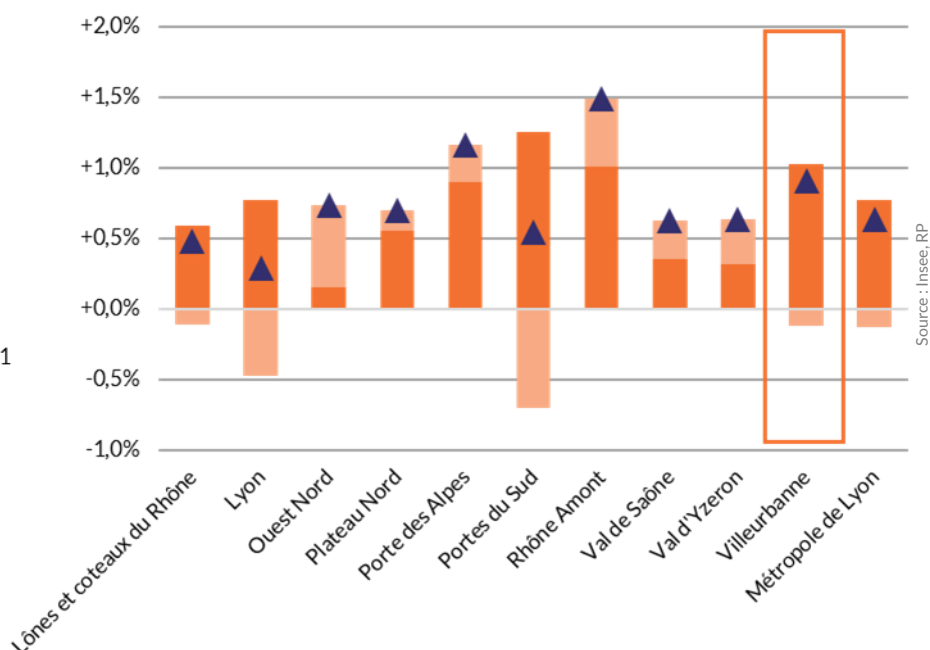
Solde naturel : différence entre le nombre de naissances et le nombre de décès enregistrés au cours d'une période.

Solde apparent des entrées sorties ou solde migratoire apparent :

différence entre le nombre de personnes entrées sur un territoire donné et le nombre de personnes qui en sont sorties, au cours de la période considérée. Il est obtenu par différence entre la variation totale de la population au cours de la période considérée et le solde naturel.

- En 2021, Villeurbanne est la quatrième commune la plus peuplée de la région Auvergne-Rhône-Alpes et se classe dans les vingt premières villes françaises. En 2022, la commune passe troisième commune la plus peuplée de la région.
- Entre 2015 et 2021, la population de la commune enregistre une hausse annuelle de +0,9%, soit +1 377 habitants en moyenne annuelle. Cette hausse en volume est légèrement inférieure à celle observée à l'échelle de l'ensemble de la ville de Lyon (+1 496 habitants par an).
- Cette dynamique est intégralement soutenue par le solde naturel (+1%), l'un des plus élevés de la métropole, qui fait plus que compenser la baisse du solde migratoire (-0,1%).

Évolution annuelle moyenne de population par conférence territoriale des maires entre 2015 et 2021 (en %/an)



- ▲ Taux d'évolution annuel moyen 2015-2021
- dû au solde apparent des entrées sorties
- dû au solde naturel

162 207
habitants

11%
des habitants
de la
métropole

+1 377
habitants par an

+0,9 %
par an entre
2015 et 2021

dont **+1%**
de solde naturel
et **-0,1%** de solde
migratoire apparent

15 570 personnes habitent dans cinq quartiers prioritaires de la ville (QPV 2024) en 2020
soit un habitant sur dix de Villeurbanne

- Bel-Air - Les Brosses est le quartier le plus peuplé avec 4 730 habitants.
- Tonkin : 3 170 habitants.
- Monod : 3 030 habitants.
- Les Buers : 2 400 habitants.
- Saint-Jean : 2 230 habitants.

Source : Insee, RP 2021



NIVEAU DE VIE

Un niveau de vie parmi les plus faibles de la métropole

Définitions

Niveau de vie ou revenu disponible : revenu à la disposition du ménage pour consommer et épargner (après prélèvement des impôts et versement des prestations sociales). Il comprend le revenu déclaré, les prestations sociales reçues et la prime d'activité. Au total de ces ressources, on déduit les impôts directs.

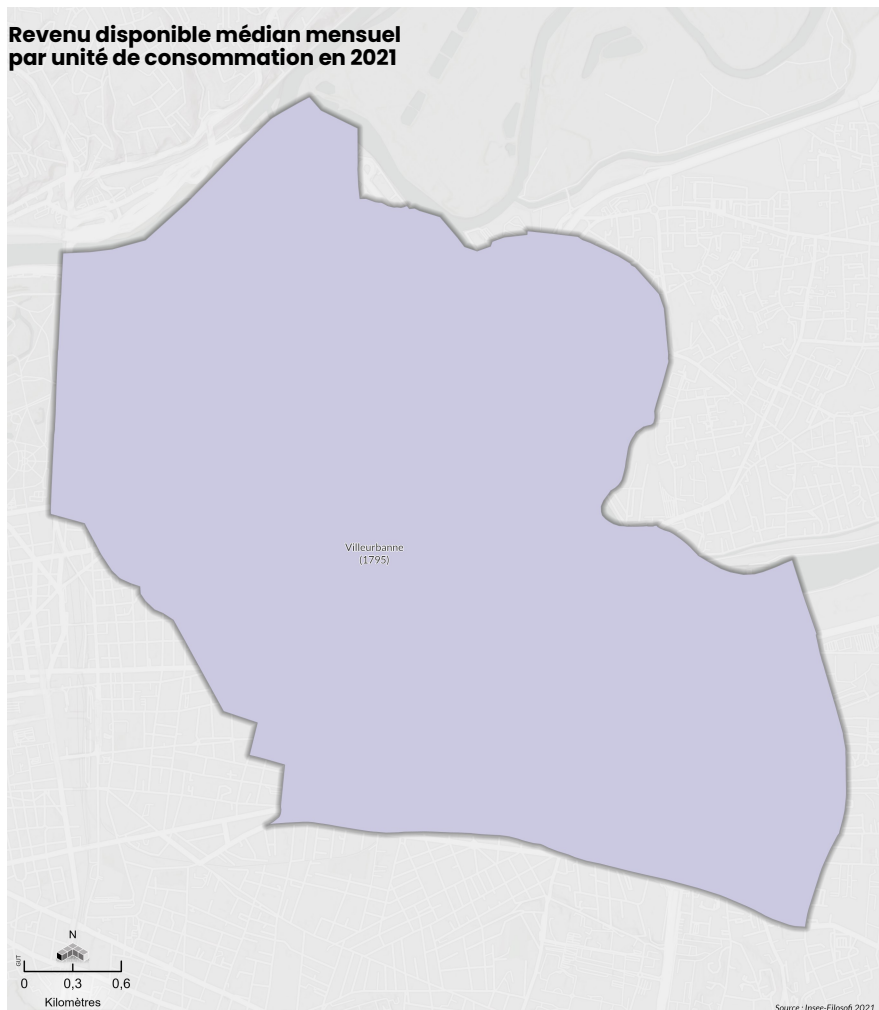
Unité de consommation : coefficient de pondération attribué à chaque membre du ménage et permettant de comparer les niveaux de vie de ménages de tailles ou de compositions différentes. L'échelle actuellement la plus utilisée (dite de l'OCDE) retient la pondération suivante :

- 1 UC pour le premier adulte du ménage ;
- 0,5 UC pour les autres personnes de 14 ans ou plus ;
- 0,3 UC pour les enfants de moins de 14 ans.

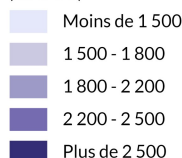
1 795 €/mois/UC
revenu médian dans la CTM

21 %
des habitants vivent
sous le seuil de pauvreté

- Avec un revenu médian de 1 795 € par mois et un taux de pauvreté de 21% (16,9% en métropole), la ville fait partie du trio de tête des conférences où le niveau de vie est le plus faible.
- À titre de comparaison, le revenu médian est de 1 996 € / mois en moyenne dans la métropole et atteint un maximum de 2 738 € dans la CTM Ouest Nord.
- Au sein de la commune, les quartiers de la politique de la ville présentent les situations les plus marquées, avec des taux de pauvreté pouvant atteindre 53%.
- En 5 ans, le revenu a progressé de 4,1% dans la commune et de 4,4% dans la métropole.



Niveau de revenu médian
(en €/UC)



VILLEURBANNE

Revenu mensuel médian : 1 795 €/UC



Définitions

Taux de pauvreté monétaire : il correspond à la proportion de personnes dont le niveau de vie est inférieur pour une année donnée à un seuil. L'Insee mesure la pauvreté monétaire de manière relative à la situation de la population française. Le seuil de pauvreté correspond, par convention au sein de l'Europe, à 60 % du niveau de vie médian. En 2021, ce seuil s'établit à 1 158 euros pour une personne seule.

QPV (quartier prioritaire de la ville) :

Pour s'adapter à l'évolution des territoires, une actualisation de la géographie prioritaire a été menée dans l'esprit de la loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine de 2014. Depuis le 1er janvier 2024, la Métropole de Lyon compte 43 QPV. Ils doivent respecter des critères de revenu et de population :

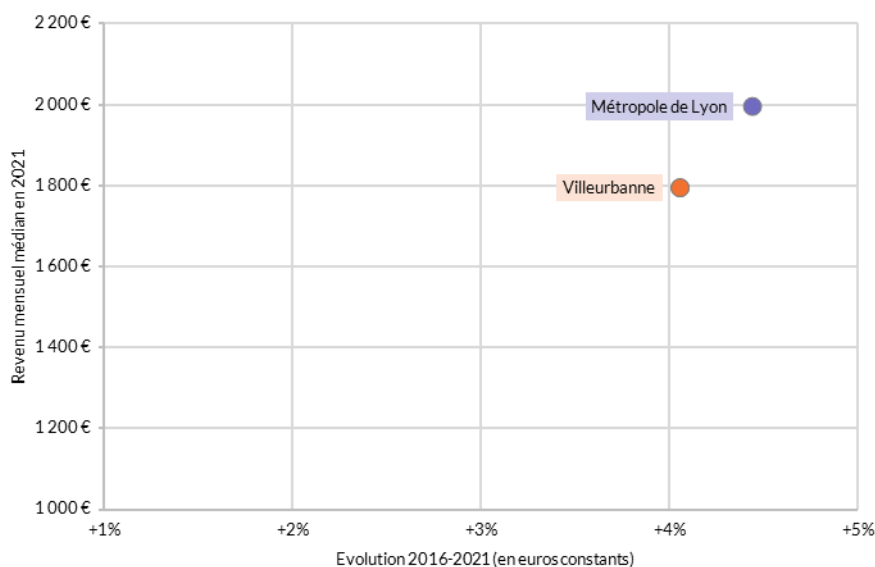
- être dans une unité urbaine (UU) de plus de 10 000 habitants ;
- le nombre minimal d'habitants d'un QPV est fixé à 1 000 ;
- le critère de revenu des ménages est défini par le décrochage par rapport aux revenus de l'unité urbaine du QPV et par rapport aux revenus de la France métropolitaine

Niveau de vie médian et taux de pauvreté en 2021

	Niveau de vie mensuel (en euros)	Taux de pauvreté
Villeurbanne	1 795	21%
Monod - Baratin - Cacard	1 323	38%
Bel Air - Les Brosses	1 277	40%
Tonkin	1 268	40%
Saint-Jean	1 254	43%
Les Buers	1 131	53%
CTM	1 795	21%
Métropole de Lyon	1 996	16,9%

Source : Insee, FiloSoFi 2021

Niveau de vie médian mensuel en 2021 et évolution 2016-2021 en euros constants



Source : Insee, FiloSoFi

DÉPLACEMENTS DOMICILE-TRAVAIL

Des flux d'échanges liés au travail, qui se font prioritairement avec Lyon

Définitions

Le nombre d'emplois rapportés aux actifs ayant un emploi est appelé **indicateur de concentration d'emploi**. Il mesure le rapport entre le nombre d'emplois total d'un territoire sur le nombre de résidents qui en ont un. Si l'indicateur est Inférieur à 100, le territoire est qualifié de résidentiel.

91

emplois pour 100 actifs

31%

des actifs travaillent dans leur commune de résidence

10%

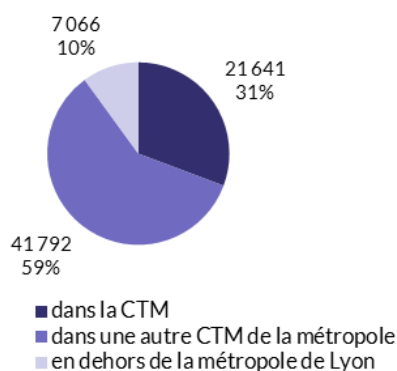
des actifs de la CTM travaillent en dehors de la métropole

21%

des emplois sont occupés par des actifs habitant en dehors de la métropole

- Un tiers des emplois à Villeurbanne sont occupés par des Villeurbannais.
- 36% des actifs villeurbannais vont travailler à Lyon. Les arrondissements du 3^e, 7^e et 6^e constituent leurs trois premières destinations de travail.
- Dans le sens des entrées, 22% des flux entrants sont le fait d'actifs lyonnais. Les actifs des 3^e, 7^e et 8^e arrondissements constituent les trois principaux groupes d'entrants dans la commune pour les trajets domicile-travail.
- Au-delà de Lyon, un grand nombre de Villeurbannais occupent des emplois à Vaulx-en-Velin, Saint-Priest, Bron ou Vénissieux ; pour le cas des entrées, les emplois locaux sont occupés par des travailleurs de Vaulx-en-Velin, Caluire-et-Cuire, Meyzieu, Vénissieux et Bron.
- 41% des Villeurbannais utilisent les transports en commun pour leurs trajets professionnels, un chiffre nettement supérieur à celui des autres confédérations et en forte progression depuis 2010. La voiture reste, elle, utilisée par « seulement » un tiers des actifs.

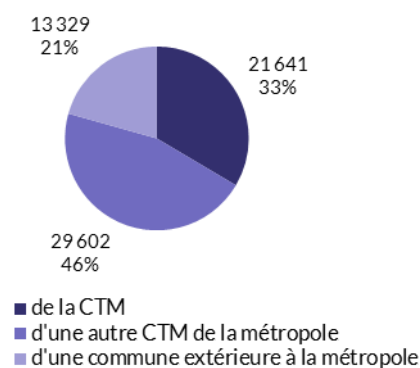
Où vont travailler les actifs de la CTM ?



Les 10 principales communes de travail des actifs de Villeurbanne (hors Villeurbanne)

Lyon 3e	8 185
Lyon 7e	4 143
Lyon 6e	3 661
Lyon 2e	2 979
Vaulx-en-Velin	2 321
Saint-Priest	2 030
Lyon 8e	1 870
Bron	1 844
Lyon 9e	1 772
Vénissieux	1 405

D'où viennent les actifs qui travaillent



Les 10 principales communes de résidence des actifs venant travailler à Villeurbanne

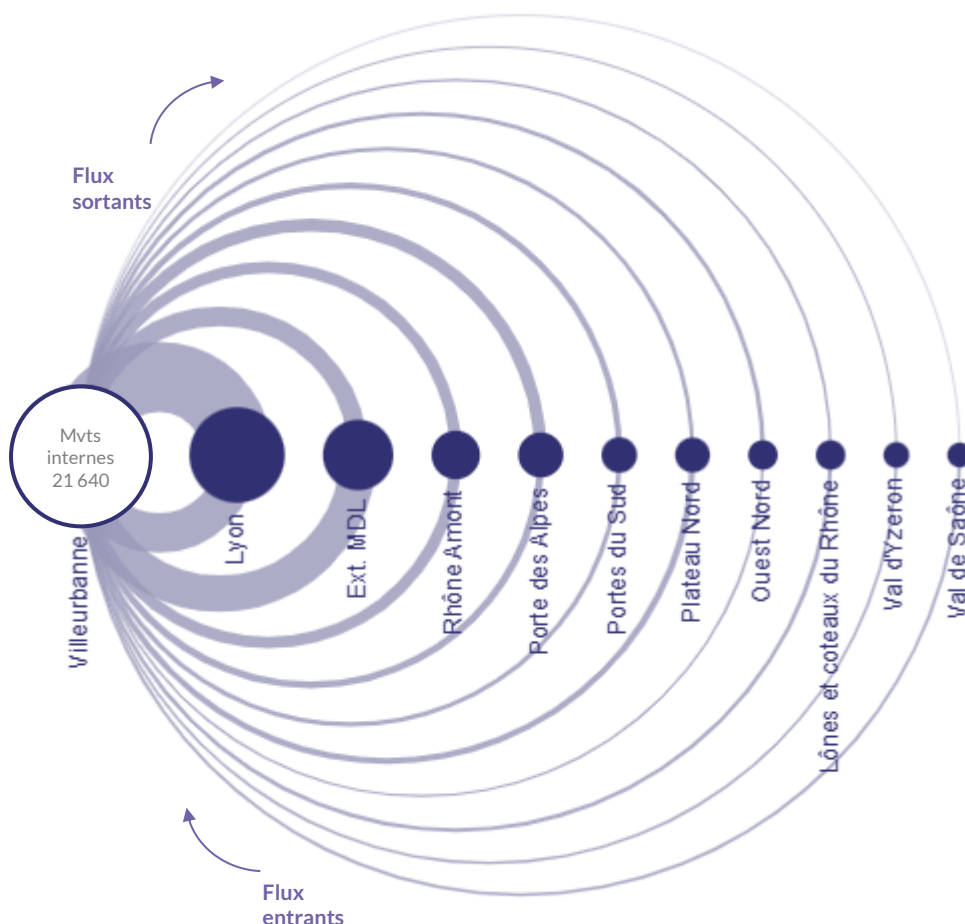
Lyon 3e	3 813
Lyon 7e	2 401
Lyon 8e	2 288
Lyon 6e	1 864
Vaulx-en-Velin	1 842
Caluire-et-Cuire	1 398
Meyzieu	1 182
Vénissieux	1 123
Bron	1 088
Lyon 4e	1 040

Source : Insee, RP 2021

Flux domicile-travail entre Villeurbanne et les autres CTM et l'extérieur de la métropole de Lyon en 2021

Définitions

Le nombre d'emplois rapportés aux actifs ayant un emploi est appelé **indicateur de concentration d'emploi**. Il mesure le rapport entre le nombre d'emplois total d'un territoire sur le nombre de résidents qui en ont un. Si l'indicateur est inférieur à 100, le territoire est qualifié de résidentiel.



34 %

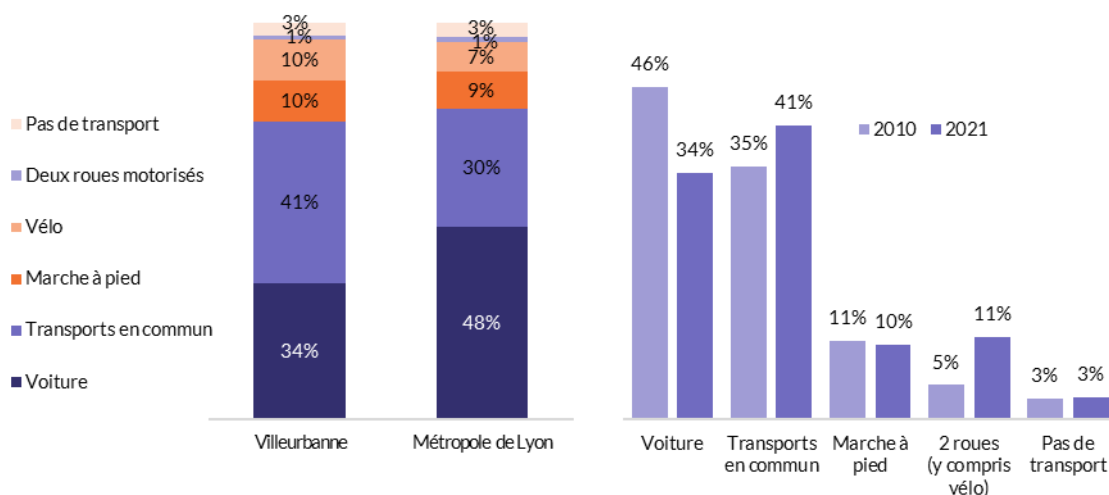
des déplacements domicile travail s'effectuent en voiture

7,8 km

est la distance moyenne parcourue par les actifs de la CTM pour se rendre au travail

L'épaisseur des traits est proportionnelle aux flux. La taille des pastilles est proportionnelle aux flux cumulés, entrants et sortants. Les territoires sont classés par ordre décroissant de flux cumulés entrants et sortants.

Parts modales des déplacements domicile travail en 2021 et évolutions entre 2010 et 2021 (ensemble des actifs en emploi résidant dans la CTM)



CSP DES ACTIFS AYANT UN EMPLOI

Des niveaux de qualifications dans la moyenne métropolitaine

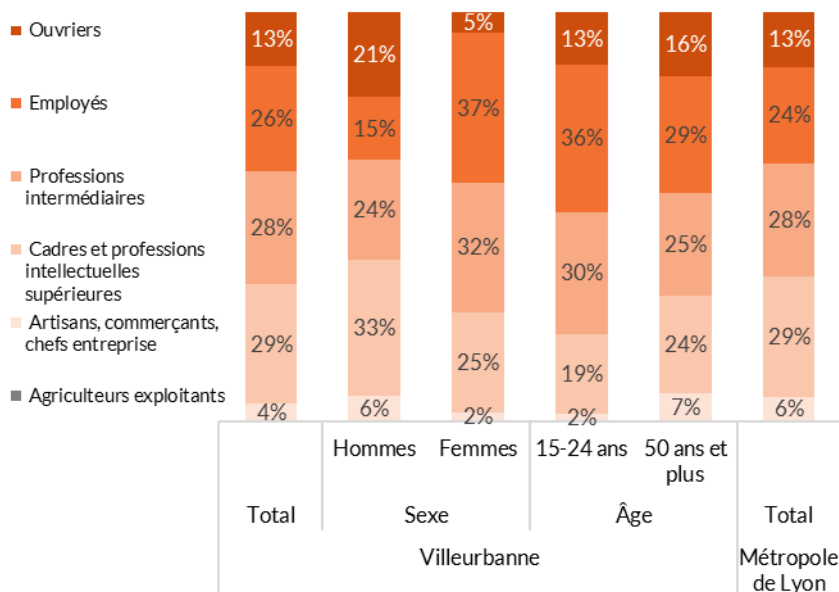
Définitions

La nomenclature des professions et catégories socioprofessionnelles (PCS) 2003 sert à la codification du recensement et des enquêtes que l'Insee réalise auprès des ménages. Elle comporte quatre niveaux d'agrégation emboîtés.

*le taux d'emploi est le rapport entre le nombre de personnes âgées de 15 à 64 ans en emploi et le nombre total de personnes âgées de 15 à 64 ans.

- 29% des Villeurbannais ayant un emploi sont des cadres. 28% relèvent de la catégorie des professions intermédiaires et 39% occupent un emploi d'employé ou d'ouvrier. Ce profil, très proche de la moyenne métropolitaine, classe Villeurbanne à la quatrième position en termes de niveau de qualification de ses actifs, après Lyon, Ouest Nord et le Val d'Yzeron.
- Près de la moitié des actifs occupés de la commune sont des femmes. Cette proportion est comparable à la moyenne métropolitaine.
- Les femmes sont surreprésentées chez les employés et la catégorie des professions intermédiaires. Les hommes sont, eux, majoritaires dans les autres professions et catégories socioprofessionnelles.

Répartition des actifs de 15 ans et plus ayant un emploi (au lieu de résidence) par PCS selon le sexe et l'âge en 2021



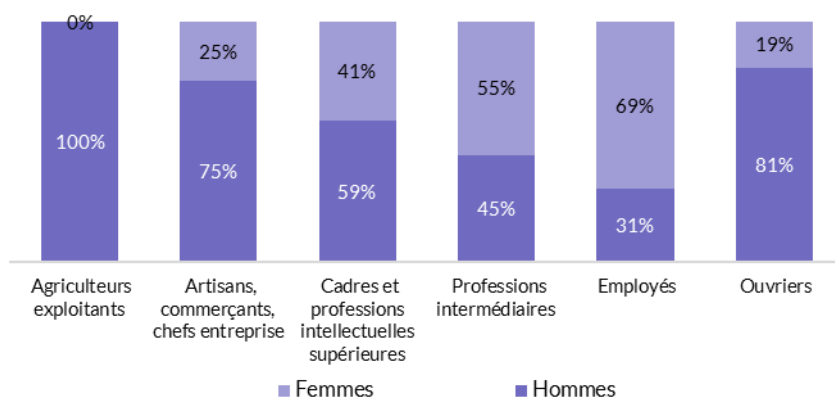
61 %*

des femmes de 15 à 64 ans occupent un emploi

65 %*

des hommes de 15 à 64 ans occupent un emploi

Répartition des actifs de 15 ans et plus ayant un emploi (au lieu de résidence) par PCS selon le sexe 2021



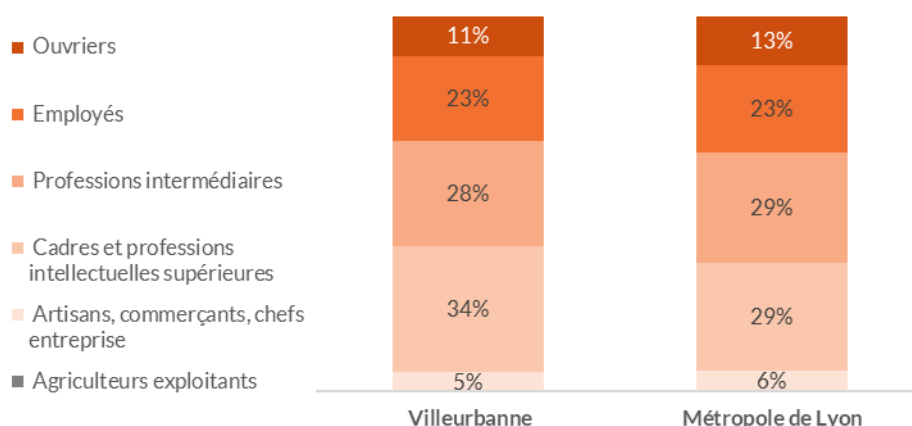


CSP DES EMPLOIS AU LIEU DE TRAVAIL

Les emplois de cadres surreprésentés

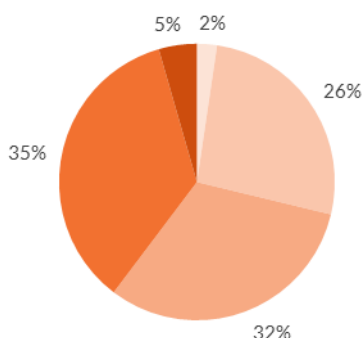
- Dans la commune, 34% des emplois sont occupés par des cadres et des professions intellectuelles supérieures, un chiffre supérieur de cinq points à celui de la métropole lyonnaise (29%). Cela place la commune, aux côtés de Lyon et la CTM Ouest Nord, parmi les premières en termes de représentation de cette catégorie d'emplois.
- Les emplois d'ouvriers y sont peu nombreux, avec seulement 11 %, faisant de Villeurbanne l'une des CTM avec la plus faible proportion d'ouvriers dans la métropole.
- Les postes de cadres et professions intellectuelles supérieures sont surreprésentés chez les hommes. Ceux d'employés et de professions intermédiaires sont, eux, plus prisés par les femmes.

Répartition des emplois au lieu de travail selon la PCS en 2021

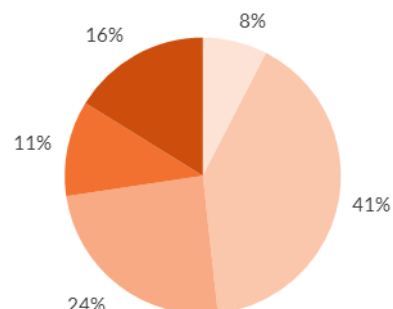


Les emplois occupés par les femmes

- Ouvriers
- Employés
- Professions intermédiaires
- Cadres et professions intellectuelles supérieures
- Artisans, commerçants, chefs entreprise
- Agriculteurs exploitants



Les emplois occupés par les hommes







Dynamiques et spécificités économiques

TISSU ÉCONOMIQUE : SPÉCIFICITÉS ET ÉVOLUTION

L'emploi en croissance grâce à un tissu économique diversifié

55 850

emplois salariés privés* en 2024

+7 150

+15%

en 5 ans

La plus forte dynamique de l'emploi en cinq ans

On dénombre 55 850 emplois salariés privés à Villeurbanne en 2024, hors intérim. Avec 15% d'emplois en plus qu'en 2019 (+ 7 150 emplois), c'est la hausse la plus forte parmi toutes les conférations de la métropole.

Les services aux entreprises, moteurs de l'économie villeurbannaise

Avec près de 23 300 emplois, les services aux entreprises constituent le secteur le plus important de la commune. C'est aussi l'un des plus dynamiques : avec 3 300 emplois créés, le secteur est en hausse de 17% entre 2019 et 2024 (+ 15% dans la métropole).

Au sein de ce secteur, l'activité la plus spécifique à Villeurbanne est l'informatique et les services d'informations. Elle représente près de 5 800 emplois en 2024, soit 1 000 de plus qu'en 2019 (+ 21%, versus + 23% dans la métropole), en dépit du déménagement dans le 9^e arrondissement de Solutec, principal employeur du secteur. Ces activités sont compo-

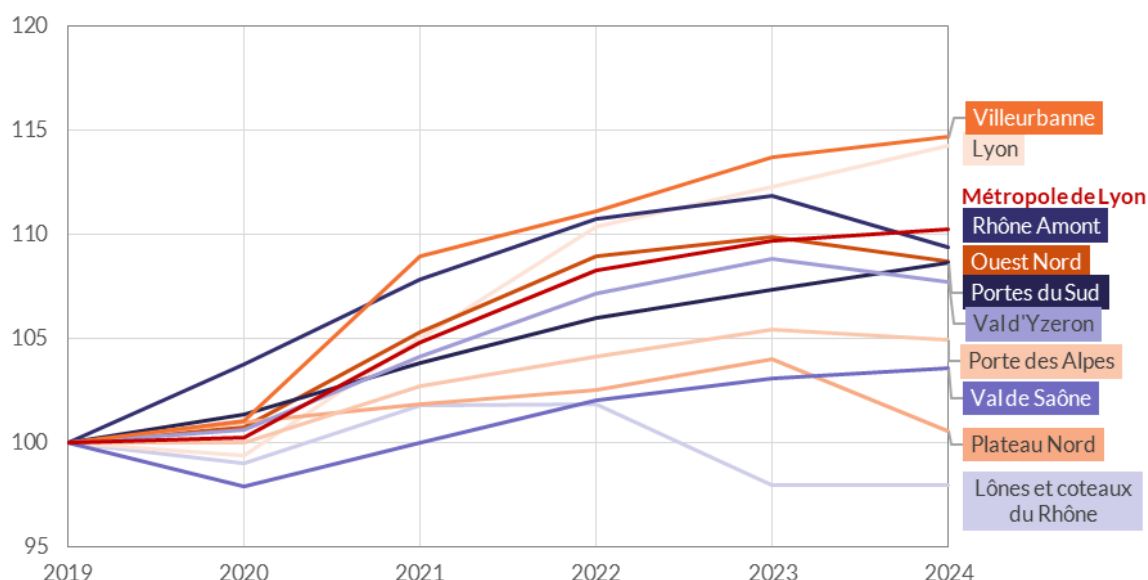
sées de plusieurs ETI, comme la fintech du paiement Worldline, les spécialistes de la transformation numérique Econocom et Open, ou l'éditeur de logiciels Ciril Group.

Les activités intellectuelles représentent près de 6 100 emplois en 2024 (+24% depuis 2019). Parmi elles, les activités comptables et juridiques sont les seules activités spécifiques à la commune. Elles comptent près de 1 750 emplois en 2024, en hausse de 10% sur cinq ans et sont composées essentiellement de cabinets comptables (Veama Groupe, Odiceo, Premier Monde,...) ou notariaux (Homnia, Agi & Associés).

Les activités d'architecture et d'ingénierie emploient plus de 3 200 personnes dans la commune, en forte hausse de 48% sur cinq ans (+ 27% dans la métropole) soit plus de 1 000 emplois. Elle sont composées d'un tissu de TPE-PME, avec notamment deux établissements de Service Organisation Méthode (SOM), filiale ingénierie du groupe Ortec, et le spécialiste de l'ingénierie durable Arcadis.

Les activités de services administratifs et de soutien représentent près de 5 000 emplois à Villeurbanne, soit environ 10% du total mé-

Evolution de l'emploi salarié privé* - base 100 en 2019

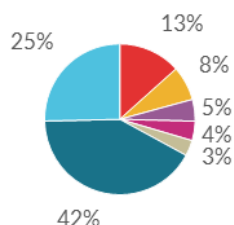


* hors intérim

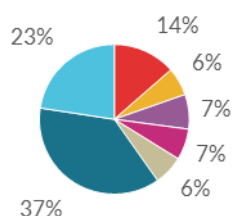
Source : Urssaf au 31-12

Emploi salarié privé par grand secteur en 2024

Villeurbanne

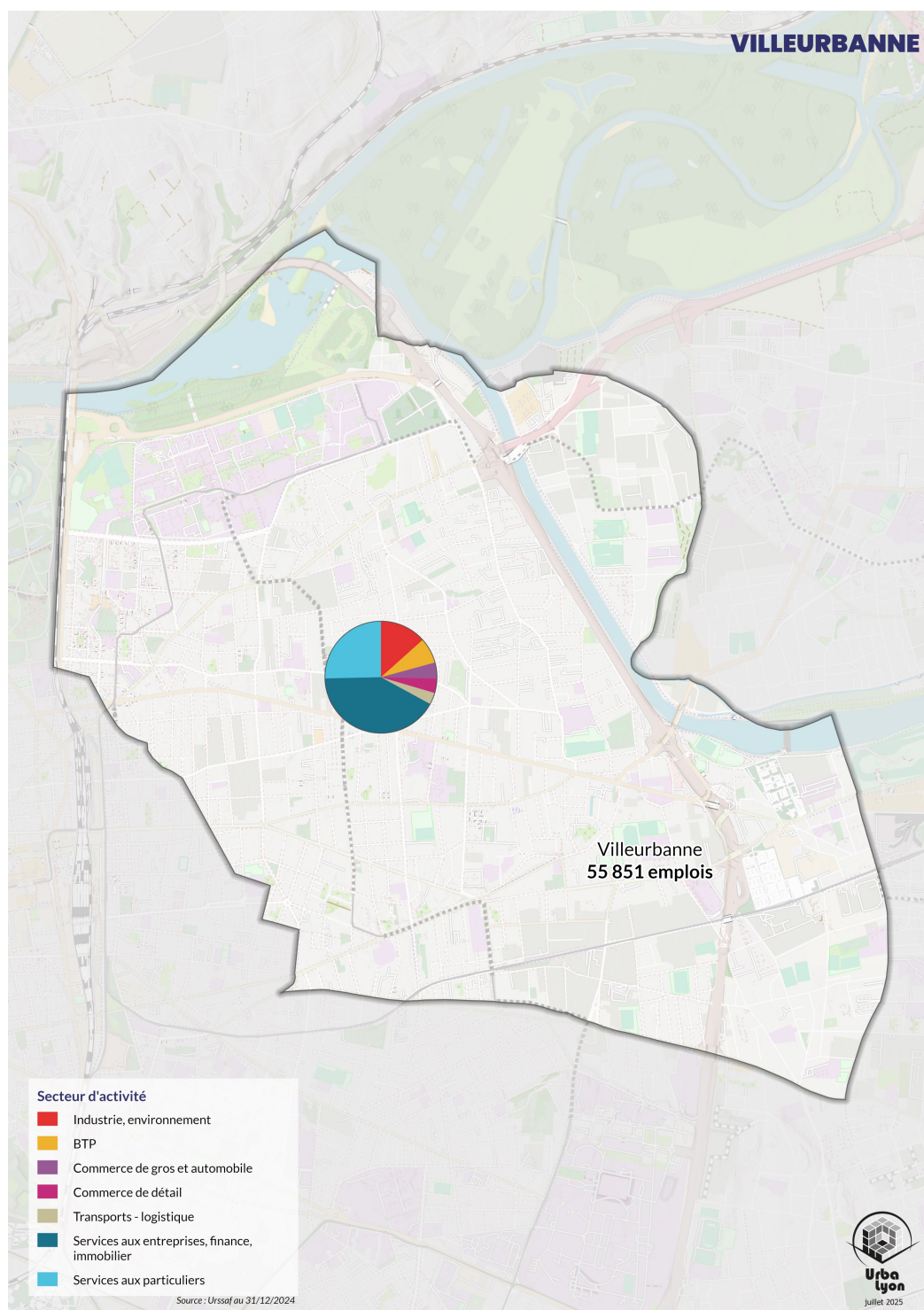


Métropole de Lyon



- Industrie, énergie, environnement
- BTP
- Commerce de gros et automobile
- Commerce de détail
- Transports - logistique
- Services aux entreprises, finance, immobilier
- Services aux particuliers

Répartition de l'emploi salarié privé par secteur d'activité au 31.12.24



Définitions

Les **services aux entreprises, finance et immobilier** comprennent : l'édition, audiovisuel et diffusion, les télécommunications, les activités informatiques et services d'information, les activités financières et d'assurance, les activités immobilières, les activités juridiques, comptables, de gestion, d'architecture, d'ingénierie, de contrôle et d'analyses techniques, la recherche-développement scientifique, les autres activités spécialisées, scientifiques et techniques et activités de services administratifs et de soutien.

Les **services aux particuliers** comprennent : l'hébergement et la restauration, l'administration publique, l'enseignement, les activités pour la santé humaine, l'hébergement médico-social et social et l'action sociale sans hébergement, les arts, spectacles et activités récréatives et les autres activités de services.

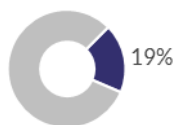
14 690 emplois publics

Part de l'emploi public dans l'emploi salarié

Villeurbanne



Métropole de Lyon



Source : Insee-Flores au 31-12-2022

tropolitain. Elles sont en hausse de 4% entre 2019 et 2024 (+ 200 emplois). Elles sont notamment composées des services relatifs aux bâtiments (2 050 emplois) avec de nombreuses sociétés de nettoyage et d'entretien comme les sièges d'Optinett et d'Essi Quartz. Bien que domiciliés à Villeurbanne, ces emplois sont souvent exercés sur d'autres sites.

Avec 870 emplois en 2024, les activités d'enquêtes et sécurité sont en forte hausse sur cinq ans (+ 43% soit + 260 emplois). Elles sont composées d'établissements employeurs de moins de 50 salariés, comme Heira Sécurité ou Verisure.

Les activités liées à l'emploi sont fortement spécifiques à l'économie de la commune. Elles représentent 760 emplois en 2024, en hausse de 204% depuis 2019 (+ 510 emplois). Cela est largement dû à la présence du groupe français d'Adecco, qui possède son siège et cinq établissements dans la commune. La nomenclature d'activité du siège a récemment été modifiée, expliquant la hausse d'effectifs. A l'inverse, l'ancienne activité retenue (services administratifs combinés de bureau) est en baisse de 9% sur la période.

Les activités financières et d'assurance représentent 2 440 emplois en 2024, en forte hausse de 39% depuis 2019 (+11% dans la métropole de Lyon). Ce sont les activités d'assurance (760 emplois) qui sont les plus spécifiques à la commune. Elles sont en croissance de 190 emplois en cinq ans (+33%). Cela est principalement dû au déménagement en 2020 du siège social d'Opteven à Villeurbanne. On retrouve aussi des activités auxiliaires aux assurances (770 emplois), avec des agences (Solly Azar, Geco), des courtiers (Opteven Courtage, Européenne de courtage d'assurances) et des établissements d'évaluation des risques et dommages (Polytel).

La présence du Pôle Pixel dans la commune a un impact sur les activités d'édition, d'audio-visuel et de diffusion, qui constituent une spécificité économique communale avec leurs 1 500 emplois (+47% entre 2019 et 2024 contre +26% dans la métropole). Ce sont les activités d'édition qui sont les plus importantes (1 340 emplois) et qui tirent l'emploi vers le haut (+38% en cinq ans). On retrouve notamment le spécialiste de la digitalisation Esker, le créateur de simulation numérique Ansys et l'éditeur de jeux vidéo Ivory Tower, du groupe Ubisoft.

La recherche-développement scientifique est une autre activité spécifique de Villeurbanne, avec 670 emplois privés en 2024 (+8% depuis 2019). Parmi les principaux employeurs privés, on retrouve Insavalor, la filiale R&D de l'Insa, le CETIAT (recherches thermiques et aérodynamiques) ou encore l'institut Supergrid (recherches en technologies en courant direct). Ces activités comptent aussi des milliers d'emplois publics dans la commune, grâce à la présence de la délégation régionale du CNRS (plus de 2 000 employés) et de trois établissements de l'Inrae, Institut national de recherche pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement.

Enfin, l'économie villeurbannaise est spécialisée dans les activités de publicité et d'études de marché (640 emplois en 2024) grâce à la présence de Solocal (pages jaunes) et d'Equensworldline.

Un emploi sur quatre dans les services à la personne

On compte 14 160 emplois dans le secteur des services à la personne en 2024, soit 1 300 de plus qu'en 2019 (+10%, versus +9% dans la métropole de Lyon).

Avec près de 3 300 emplois, les activités pour la santé humaine sont l'une des principales spécificités économiques du secteur dans la commune. Elles sont en hausse de 14% sur cinq ans (+12% dans la métropole) soit +400 emplois. Elles sont principalement portées par des activités hospitalières, via la présence du Médipôle (deux établissements pour plus de 1 000 emplois) et de l'hôpital des Charpennes, qui fournit plus de 250 emplois publics. La présence de grands établissements de médecine du travail (AST Grand Lyon, BTP Santé au travail) et de diagnostic (Cypath, Eurofins) est à noter. On retient aussi la présence du siège du groupe de santé Elivie, qui intervient partout en France.

Dans le sillage des activités purement liées à la santé, le social et le médico-social constituent des activités importantes pour la commune (3 370 emplois, + 3% en cinq ans). C'est l'action sociale qui fournit le plus d'emplois (2 270, en baisse de 3% sur cinq ans) grâce à la présence de nombreuses associations d'importance (Forum Réfugiés, Buers Services, Adiham).

L'administration publique est elle aussi une activité spécifique à Villeurbanne (1 700 emplois privés) à travers les emplois commu-

naux, ceux du siège départemental de la CPAM, du site départemental de la DREETS ou encore de ceux de la caisse nationale d'assurance maladie.

Les activités d'enseignement fournissent 1 680 emplois salariés privés à Villeurbanne. Le principal employeur privé est l'école supérieure de physique-chimie électronique de Lyon. Mais les principaux employeurs de l'enseignement sont publics : c'est notamment l'université Claude Bernard Lyon 1 et l'INSA Lyon (plus de 2 000 emplois pour la première et plus de 1 000 pour le second).

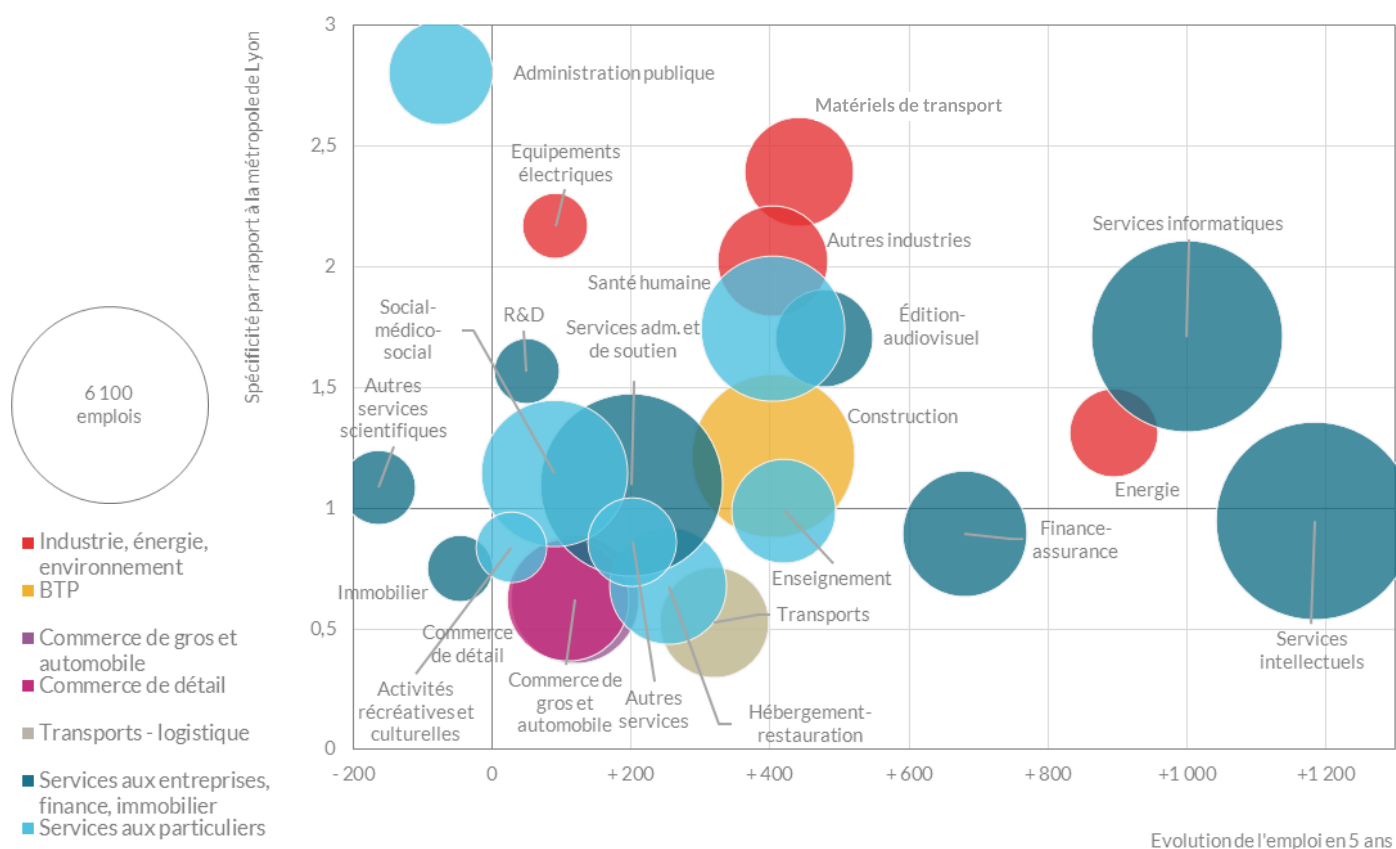
Enfin, le secteur de l'hébergement restauration pèse 2 150 emplois à Villeurbanne (+13% en cinq ans contre +10% dans la métropole). L'emploi est porté par la restauration (1 910 emplois), et notamment la restauration rapide (+16% sur la période).

L'industrie toujours bien implantée

Avec 13% des emplois (contre 8% à Lyon et 14% dans la métropole), l'industrie reste toujours présente à Villeurbanne grâce à quelques grands comptes et un réseau de PME-TPE.

La fabrication de matériels de transport est la principale spécificité industrielle de Villeurbanne. Avec près de 1 860 emplois en 2024, cette activité est en hausse de 440 emplois sur cinq ans (+31%, contre +15% dans la métropole). Cette spécificité et cette croissance d'emploi sont largement dues à la présence du groupe ferroviaire Alstom et de son centre d'expertise en matière d'électronique et de digital. On note aussi la présence d'un établissement de Safran Landing Systems, qui pro-

Volume d'emploi des secteurs d'activité en 2024, évolution en 5 ans et spécificité par rapport à la métropole de Lyon



La taille des bulles est proportionnelle à l'emploi, les activités avec peu d'emplois et/ou une faible spécificité ne sont pas représentées.

Définitions

L'indice de spécificité est le rapport entre le poids relatif de l'activité dans la CTM et le même poids relatif dans la métropole de Lyon. Supérieur à 1, l'activité est surreprésentée, inférieur à 1 elle est sous-représentée.

duit des freins carbone pour l'aéronautique.

La seconde spécificité industrielle communale est la réparation et l'installation de machines et équipements (1 280 emplois, +21% sur cinq ans versus +8% dans la métropole). Cela est principalement dû à la présence du siège de l'ensemblier industriel Boccard.

Les activités de production d'énergie sont elles aussi spécifiques à l'économie villeurbannaise, avec près de 1 200 emplois. Si elles sont en forte hausse sur cinq ans (+300%), c'est que le principal employeur, Dalkia (filiale d'EDF), a réuni en 2020 ses sites lyonnais dans un nouveau siège régional à Villeurbanne.

La fabrication d'équipements électriques est bien présente à Villeurbanne, avec près de 660 emplois en 2024 (+16% en cinq ans contre +2% dans la métropole). Cela est dû à la présence du fabricant d'équipements haute tension GE Vernova, filiale du groupe américain General Electric.

Les activités liées à l'environnement (eau, assainissement, déchets) sont elles aussi spécifiques à l'économie communale. Elles représentent 500 emplois, soit une hausse de 15% sur cinq ans (contre +4% dans la métropole). On retient notamment la présence à Saint-Jean du spécialiste du traitement des déchets de bureau Elise, et du centre de recyclage d'Envie Rhône-Alpes.

Bien que comptabilisé dans le commerce de détail, l'entreprise du patrimoine vivant spécialisée dans la joaillerie FG Manufacture (250 à 500 salariés, rachetée par Dior en 2023), possède son siège et son site de production à Villeurbanne Saint-Jean.

Le BTP en croissance

Le secteur du BTP emploie plus de 4 100 personnes en 2024, soit 7% des emplois communaux (versus 3% à Lyon). Il est en hausse de 11% depuis 2019 (+5% dans la métropole sur la période). Les principaux employeurs sont des filiales de grands groupes de BTP français.

Ce sont essentiellement les activités de construction spécialisés que l'on retrouve dans la conférence (2 790 emplois soit 68% des emplois du secteur). Elles sont composées d'un tissu de TPE-PME, avec quelques gros établissements employeurs comme Citinéo (groupe Vinci), le groupe Mazaud qui a son siège à Villeurbanne, ou le Comptoir des revêtements.

Le génie civil pèse 900 emplois et est une activité spécifique à l'économie villeurbannaise grâce à la présence d'Equans (groupe Bouygues) et du siège régional de Dodin Campenon Bernard (groupe Vinci).

Enfin, les activités de construction (440 emplois) affichent une forte hausse entre 2019 et 2024 (+6% contre -10% dans la métropole). Elles sont notamment portées par deux sièges régionaux : celui du groupe GCC, et celui du groupe Demathieu Bard.

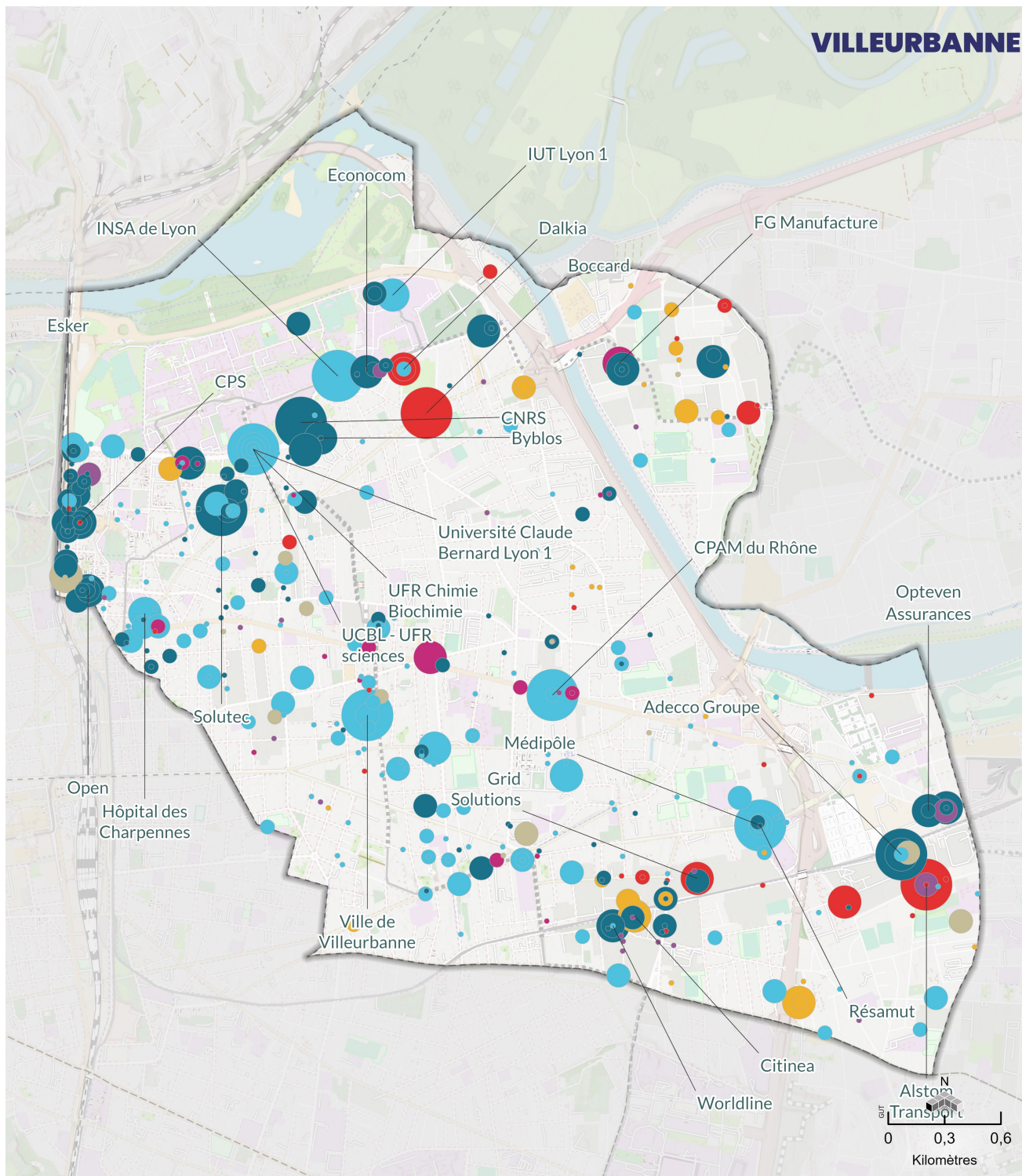
Près de 5 000 emplois dans le commerce

Avec 2 600 emplois dans le commerce de gros et 2 320 dans le commerce de détail, les activités commerciales représentent 9% des emplois de la commune (versus 14% dans la métropole). Ces secteurs sont tous deux en croissance de 5% entre 2019 et 2024 soit 230 emplois créés par les deux secteurs en cinq ans.

Le commerce de gros est caractérisé par sa diversité d'activités. Ainsi, on retrouve parmi les principaux employeurs le fournisseur de matériel électrique Rexel France, le siège du spécialiste des pièces automobiles Mister Auto et celui du fournisseur de pneumatiques Hankook France, le groupe de négoce de produits agricoles Louis Dreyfus Company Distribution ou encore le fournisseur d'énergie Antargaz.

Le secteur du commerce de détail est caractérisé à Villeurbanne par un maillage de polarités commerciales de proximité. Les principales polarités se trouvent autour de l'avenue Henri Barbusse et du quartier de Charpenne. Le principal établissement employeur est l'hypermarché Carrefour.

Principaux établissements et leur secteur d'activité en 2024



Source : Insee-Sirene janvier 2024

Secteur d'activité

- Industrie, environnement
- BTP
- Commerce de gros et automobile
- Commerce de détail
- Transports - logistique
- Services aux entreprises, finance, immobilier
- Services aux particuliers

Tranche d'effectif

- 10 à 49 salariés
- 50 à 99 salariés
- 100 à 199 salariés
- 200 à 499 salariés
- Plus de 500 salariés

Dénomination des entreprises de plus de 250 salariés



février 2025

Etablissements privés (hors ESS) de plus de 250 salariés

Etablissement	Activité	Tranche d'effectif
Alstom Transport	Construction de locomotives et d'autre matériel ferroviaire roulant	1 000-1 999
Solutec	Conseil en systèmes et logiciels informatiques	500-999
Boccard	Réparation d'ouvrages en métaux	500-999
Adecco Groupe	Services administratifs combinés de bureau	500-999
Médipôle	Activités hospitalières	500-999
Worldline	Conseil en systèmes et logiciels informatiques	250-499
Econocom	Gestion d'installations informatiques	250-499
Esker	Edition de logiciels applicatifs	250-499
Citinea	Travaux de maçonnerie générale et gros œuvre de bâtiment	250-499
Grid Solutions	Fabrication de matériel de distribution et de commande électrique	250-499
Opteven Assurances	Autres assurances	250-499
Dalkia	Production et distribution de vapeur et d'air conditionné	250-499
FG Manufacture	Commerce de détail d'articles d'horlogerie et de bijouterie en magasin spécialisé	250-499
Byblos	Location de terrains et d'autres biens immobiliers	250-499
Open	Conseil en systèmes et logiciels informatiques	250-499
CPS	Autres activités de soutien aux entreprises n.c.a.	250-499
Ciril Group	Conseil en systèmes et logiciels informatiques	250-499
Atos	Conseil en systèmes et logiciels informatiques	250-499

Etablissements de l'ESS de plus de 200 salariés

Etablissement	Activité	Tranche d'effectif
Résamut	Activités hospitalières	500-999
AST Grand Lyon	Activité des médecins généralistes	250-499
CPE Lyon	Enseignement supérieur	200-249
Forum Réfugiés	Action sociale sans hébergement n.c.a.	200-249

Etablissements publics et parapublics de plus de 1000 salariés

Etablissement	Activité	Tranche d'effectif
Ville de Villeurbanne	Administration publique générale	2 000-4 999
CNRS	Recherche-développement en sciences humaines et sociales	2 000-4 999
Université Claude Bernard Lyon 1	Enseignement supérieur	1 000-1 999
CPAM du Rhône	Activités générales de sécurité sociale	1 000-1 999
INSA de Lyon	Enseignement supérieur	1 000-1 999

Source : Insee fichier Sirène janvier 2024 - En gras établissements principaux et sièges sociaux

Entreprises de plus de 200 millions de chiffre d'affaires

Raison sociale	Activité	CA (k€)
Adecco France	Activités des agences de travail temporaire	4 485,5
Campenon Bernard Centre Est	Construction d'ouvrages d'art	357,0
Adecco IT Services	Traitement de données, hébergement et activités connexes	281,2
Elivie	Location et location-bail d'autres biens personnels et domestiques	276,8
Adecco Medical	Activités des agences de travail temporaire	265,2
Hankook France	Commerce de gros d'équipements automobiles	255,4
Citinea	Travaux de maçonnerie générale et gros œuvre de bâtiment	228,9
Akkodis Digital	Conseil en systèmes et logiciels informatiques	218,5

Source : Cap Financials - CA le plus récent 2024, 2023 ou 2022



ENTREPRISES ET ÉTABLISSEMENTS

15 000 établissements à Villeurbanne

Définitions

Les stocks issus du Système d'information sur la démographie d'entreprises (Side) portent sur les unités légales et les établissements, marchands et productifs, qui ont eu une activité économique effective au cours de l'année.

Le champ sectoriel comprend l'industrie, la construction, le commerce et les services.

- En 2022, Villeurbanne recense 14 944 établissements, représentant 9 % de l'ensemble des établissements de la métropole de Lyon.
- La majorité de ces établissements (88 %) sont des sièges sociaux, et 24 % emploient au moins un salarié.
- La commune compte 24 établissements de plus de 250 salariés.
- Les services aux entreprises sont sous-représentés à Villeurbanne par rapport à la métropole de Lyon, tandis que les services aux particuliers sont légèrement plus présents.

Nombre d'établissements en 2022

	Villeurbanne		Métropole de Lyon	
Nombre total d'établissements	14 944		168 961	
Dont nombre d'établissements principaux (sièges)	13 175	88%	147 337	87%
Etablissements sans salarié	11 385	76%	123 071	73%
De 1 à 9 salariés	2 761	18%	35 504	21%
De 10 à 19 salariés	371	2%	5 113	3%
De 20 à 49 salariés	240	2%	3 248	2%
De 50 à 99 salariés	98	1%	1 158	1%
De 100 à 249 salariés	65	0,4%	622	0,4%
De 250 à 499 salariés	18	0,12%	162	0,10%
De 500 salariés et plus	6	0,04%	83	0,05%

Source : Insee-Side 31-12-2022

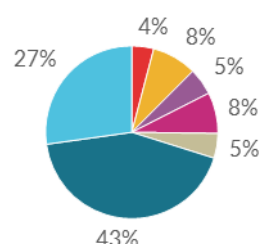
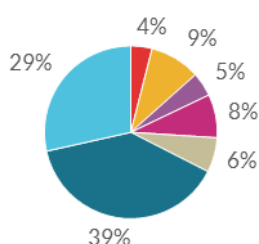
14 940
établissements

76%
sans salarié

Secteurs d'activité des établissements en 2022

Villeurbanne

Métropole de Lyon



- Industrie, énergie, environnement
- BTP
- Commerce de gros et automobile
- Commerce de détail
- Transports - logistique
- Services aux entreprises, finance, immobilier
- Services aux particuliers

FONCTIONS ÉCONOMIQUES

La croissance de l'emploi portée par les fonctions métropolitaines

Définitions

Mise au point par l'Insee, l'analyse fonctionnelle des emplois complète l'analyse traditionnelle par secteurs d'activité. Quinze fonctions ont été définies selon le métier exercé (CSP) par les actifs. Elles ont été regroupées en quatre grands postes.

Fonctions métropolitaines : gestion, conception-recherche, prestations intellectuelles, commerce interentreprises et culture-loisirs.

Fonctions présentes (au service de la population) : distribution, services de proximité, éducation-formation, santé-action sociale et administration publique.

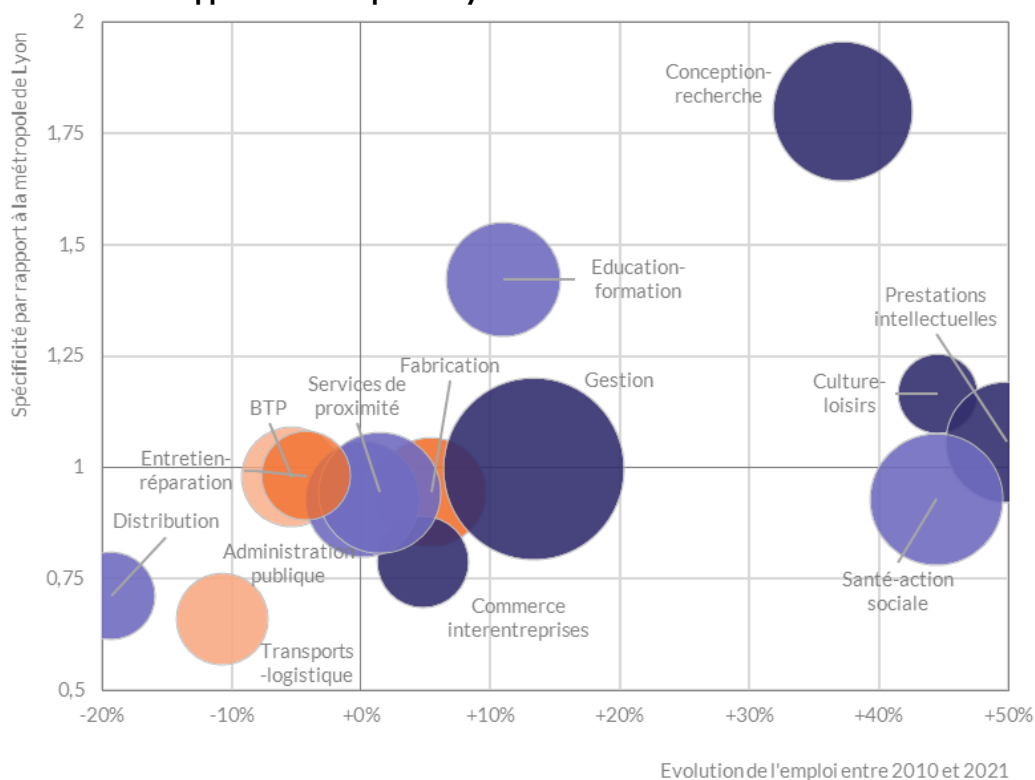
Fonctions de production concrète : agriculture, BTP, fabrication

Fonctions transversales : transport-logistique, entretien-réparation.



- 43% de l'emploi relève de fonctions dites « métropolitaines », soit trois points de plus que la moyenne dans la métropole de Lyon (40%).
- La surreprésentation de l'emploi dans la conception-recherche et l'éducation-formation s'explique en grande partie par la présence du Campus de la Doua et ses unités de recherche et ses enseignants.
- Entre 2010 et 2021, ce sont surtout les fonctions métropolitaines qui ont porté la croissance de l'emploi dans la commune.
- En dehors des fonctions métropolitaines, la santé et l'action sociale ont largement soutenu l'emploi.
- Une croissance de l'emploi de 5% dans la fabrication est notable.

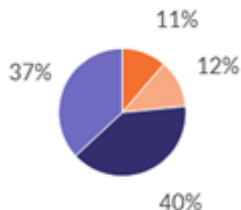
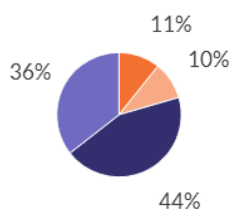
Emploi par fonction en 2021, évolution 2010-2021 et spécificité par rapport à la métropole de Lyon



Répartition de l'emploi total par type de fonction en 2021

Villeurbanne

Métropole de Lyon



- Fonctions de production
- Fonctions transversales
- Fonctions métropolitaines
- Fonctions présentes

64 580
emplois totaux
en 2021



Pôle
PIXEL



ARTISANAT

58% des entreprises artisanales ont moins de 3 ans

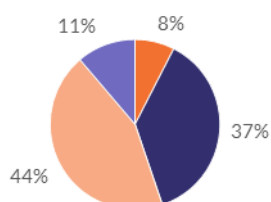
Cette page a été réalisée grâce à la contribution de la CMA du Rhône



Définitions

Le taux d'entreprise artisanal est obtenu en divisant le nombre d'entreprises artisanales par le nombre d'entreprises du territoire.

Le taux de pérennité ou taux de survie des entreprises à 3 ans est la proportion d'entreprises créées (y compris reprises) une année donnée qui ont atteint leur 3ème anniversaire.



■ Alimentation
■ Bâtiment
■ Services
■ Fabrication

3 381
entreprises
artisanales

+12%
en trois ans

58%
des entreprises
ont moins de 3
ans

53%
des entreprises créées
il y a 3 ans sont toujours
en activité

23%
des chefs
d'entreprises sont
des femmes

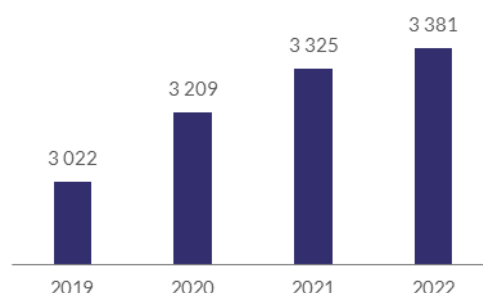
21%
des chefs
d'entreprises ont
plus de 55 ans

- Villeurbanne accueille 11% des entreprises artisanales de la métropole de Lyon.
- Comme dans l'ensemble du territoire métropolitain, le nombre d'entreprises artisanales a progressé ces trois dernières années (+12%), mais a un rythme légèrement inférieur à la moyenne métropolitaine (+14%).
- Les services et le bâtiment sont les deux secteurs les plus employeurs. Ils apparaissent surreprésentés à Villeurbanne par rapport à la moyenne métropolitaine.
- Villeurbanne se caractérise par un tissu artisanal relativement jeune, puisque 58% des entreprises ont moins de 3 ans, contre 52% en moyenne dans la métropole.

Caractéristiques des entreprises artisanales en 2022

	Villeurbanne	Métropole de Lyon
Nombre d'entreprises artisanales	3 381	30 782
Evolution 2017-2020	+11,9%	+14,1%
Taux d'entreprise artisanale	27,6%	24%
Part des entreprises individuelles	62%	58%
dont micro-entreprises	54%	49%
Part des sociétés (SARL, EURL, SAS, SASU)	38%	42%

Evolution du nombre d'entreprises 2019-2022



Evolution du nombre d'immatriculations et de radiations 2020-2022

	2020	2021	2022
Immatriculations	551	706	709
Radiations	293	477	418



OFFRE COMMERCIALE

Un maillage de polarités commerciales de proximité

Définitions

Le plancher commercial correspond au total des surfaces de vente (y compris la surface des drives solo). Nous avons retenu les commerces alimentaires et non alimentaires (hors automobiles) ayant une surface de vente de plus de 1 000 m².

La densité commerciale est calculée sur la base de ce plancher commercial.

Le nombre de drives correspond aux différents types de drives (solo, adossé ou picking magasin).

Les services commerciaux correspondent aux activités de réparation, de location, de coiffure, de pressing, des agences immobilières, bancaires et d'assurance...

Les autres commerces comprennent la vente à distance, sur les marchés, les commerces de tabac...

3 330

établissements de commerce et services

10

moyennes et grandes surfaces > 1000 m² de vente

2

drives

21 000 m²

plancher commercial*

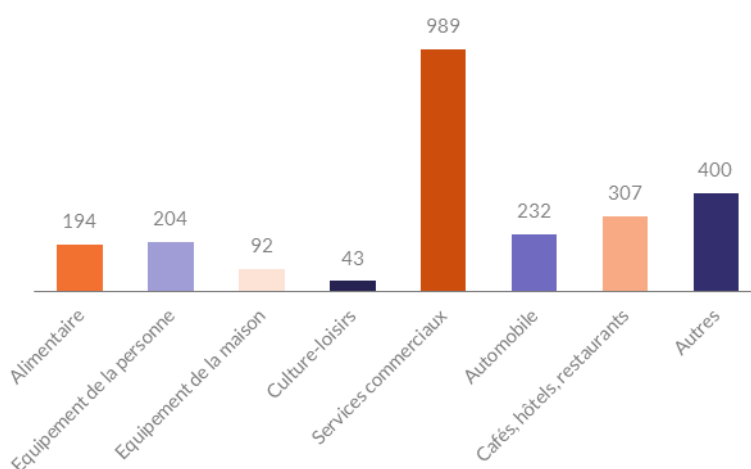
134 m²/1 000 habitants

densité commerciale* (Métropole de Lyon : 492)

* des moyennes et grandes surfaces

- Villeurbanne compte 3 330 établissements de commerce et de services en 2022, soit 9% des établissements métropolitains.
- Le tissu villeurbannais est marqué par une surreprésentation des « autres commerces », c'est-à-dire la vente sur les marchés et la vente à distance. Ils représentent 23% des établissements villeurbannais, contre 16% en moyenne dans la métropole.
- L'autre caractéristique villeurbannaise est le faible nombre de moyennes et grandes surfaces (10 établissements de + de 1 000 m² de surface de vente), au regard de sa population. Villeurbanne est ainsi la conférence la moins dense de la métropole en moyennes et grandes surfaces.
- Villeurbanne privilégie un maillage de polarités commerciales de proximité comme Charpenne, Maisons Neuves, Croix Luizet, La Perralière ou Villeurbanne la Soie. La commune bénéficie par ailleurs de la proximité des pôles commerciaux lyonnais (Part-Dieu et Presqu'île).

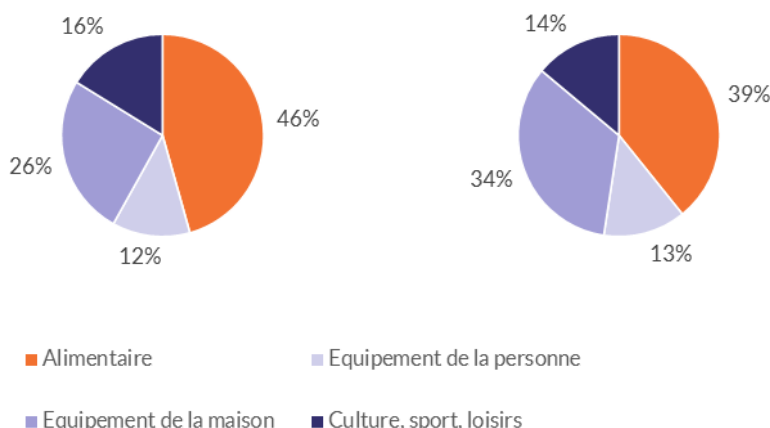
Nombre d'établissements du commerce et des services commerciaux en 2022



Plancher commercial par type en 2024

Villeurbanne

Métropole de Lyon





COMMERCE

Hausse du chiffre d'affaires portée par des clients villeurbannais

Cette double page a été réalisée grâce à la contribution de la CCI Lyon Métropole Saint-Etienne Roanne



CCI LYON METROPOLE
SAINT-ETIENNE ROANNE

Définitions

Le chiffre d'affaires est reconstitué à partir des dépenses des ménages sur les produits de consommation courante (alimentaire et non-alimentaire, hors automobile, restauration et services).

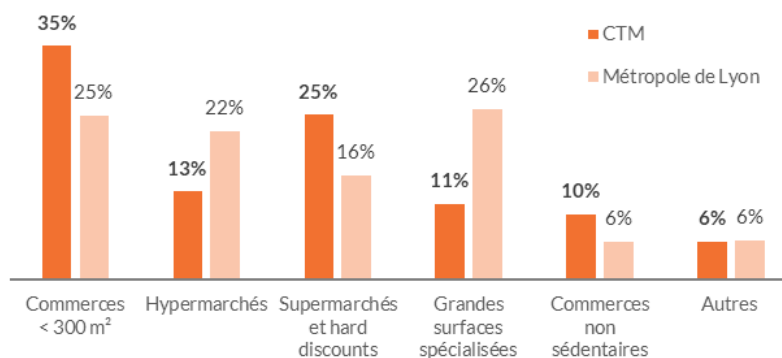
Les commerces de proximité correspondent aux magasins de moins de 300 m² de vente.

La catégories autres comprend :

- les autres grandes surfaces (magasins populaires, grands magasins, solderies),
- les drives,
- les autres formes de vente (dépôts ventes, vide-greniers...).

- Les commerces villeurbannais représentent 6% du chiffre d'affaires total des commerces de la métropole.
- Villeurbanne est le territoire de la métropole dans lequel le chiffre d'affaires commercial a le plus progressé entre 2017 et 2022 (+20%, versus +1% en moyenne dans la métropole) aux côtés de la conférence Ports du Sud (arrivée d'Ikea et de Leroy Merlin durant cette période).
- Villeurbanne se caractérise par la prédominance de petits commerces (< 300 m²) qui représentent 35% du chiffre d'affaires commercial (versus 25% dans la métropole) et de supermarchés (25% du CA versus 16% dans la métropole).
- La grande majorité du chiffre d'affaires est réalisé auprès de Villeurbannais : 92% pour l'alimentaire et 75% pour le non alimentaire.

Chiffre d'affaires par forme de vente (2022)



454 M€

de chiffre d'affaires (+20% depuis 2017)

69%

en alimentaire

29%

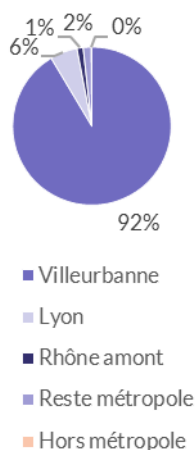
du CA alimentaire réalisé dans les commerces de proximité

6%

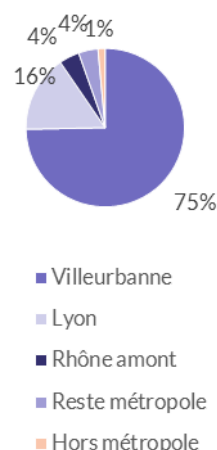
du CA de la métropole

Origine du chiffre d'affaires en 2022

Alimentaire



Non alimentaire



COMMERCE

Un quart des dépenses réalisé dans les commerces de proximité

Définitions

L'évasion correspond à la part des dépenses des produits de consommation courante des ménages résidents effectuée en dehors du territoire.

Les commerces de proximité correspondent aux magasins de moins de 300 m² de vente.

Les grandes surfaces généralistes comprennent les hypermarchés, supermarchés, hard discounts, drives et autres.

- Si 63% des dépenses alimentaires des Villeurbannais se font sur Villeurbanne, plus de trois quarts des dépenses en non alimentaire se font en dehors de la commune ou sur internet (21%).
- Comme dans tous les territoires, le poids de la vente à distance a fortement progressé entre 2017 et 2022, en particulier dans les dépenses non alimentaires.
- 24% des dépenses sont réalisées dans les commerces de proximité (versus 22% en moyenne dans la métropole), un taux proche de Lyon.

906 M€

de dépenses
(+10% depuis 2017)

57%

évasion
commerciale

9%

des dépenses
alimentaires
réalisées dans les
halles et marchés
(-1 point depuis 2017)

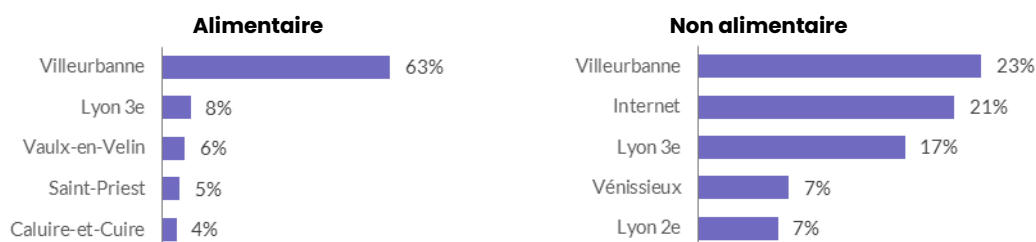
24%

des dépenses réalisées
dans les commerces
de proximité
(-2 points depuis 2017)

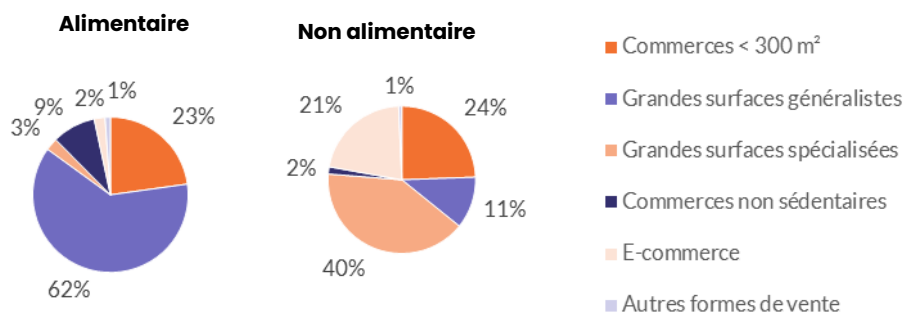
+9 points

évolution des
dépenses non
alimentaires réalisées
à distance

Principaux lieux des dépenses en 2022



Dépenses par forme de vente en 2022



Poids de la vente à distance en 2022 et évolution 2017-2022

	CTM	Métropole de Lyon	Evolution CTM
Alimentaire, droguerie, parfumerie, hygiène	2%	3%	+1 points
Equipement de la personne	20%	21%	+12 points
Mobilier, électroménager et décoration	26%	27%	+12 points
Bricolage, jardinage	5%	6%	-2 points
Culture, loisirs	26%	27%	+7 points
Tous produits	12%	12%	+5 points

Source : CCI Lyon Métropole Saint-Etienne Roanne - Enquêtes consommateurs 2022 et 2017

ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE

Une part importante de l'emploi social et solidaire

Définitions

L'économie sociale et solidaire (ESS) rassemble des entreprises ayant un fonctionnement collectif et démocratique se fixant un but autre que la seule rentabilité de leurs activités économiques. Les entreprises reconnues par la loi comme appartenant à l'ESS ont des statuts variés : associations, coopératives, mutuelles, fondations, entreprises commerciales dites solidaires ou sociales.

Les statistiques présentées ici correspondent aux quatre familles traditionnelles de l'ESS.

La diffusion des données d'emploi issues de Flores est soumise au secret statistique. Les données concernées sont notées « s » dans le tableau ci-contre.

- En 2022, le secteur de l'économie sociale et solidaire (ESS) à Villeurbanne, emploie 8 140 salariés dans 541 établissements.
- L'ESS représente 12% des emplois salariés totaux à Villeurbanne (10% dans la métropole).
- Les associations sont le principal contributeur à l'emploi de l'économie sociale et solidaire. Elles emploient plus de trois quarts des salariés du secteur.
- C'est dans l'action sociale que la part de l'ESS est la plus forte (66% des emplois).
- Plus de deux tiers des emplois de l'ESS sont occupés par des femmes.

Emploi salarié de l'ESS par secteur d'activité au 31-12-2022

	Emploi de l'ESS	Part de l'ESS dans l'emploi	Métropole de Lyon
Industrie, énergie, environnement	30	0%	0%
Construction	s	s	1%
Commerce	s	s	0%
Transports	s	s	0%
Hébergement et restauration	146	6%	2%
Activités financières et d'assurance	366	16%	27%
Information et communication, activités immobilières, soutien aux entreprises	698	3%	3%
Administration publique, enseignement, santé humaine et action sociale	5 586	26%	21%
dont enseignement	1 126	13%	24%
dont santé humaine	s	s	17%
dont action sociale	2 684	66%	63%
Autres services	1 223	54%	53%
dont arts, spectacles et activités récréatives	449	43%	60%
Total	8 136	12%	10%

541
établissements

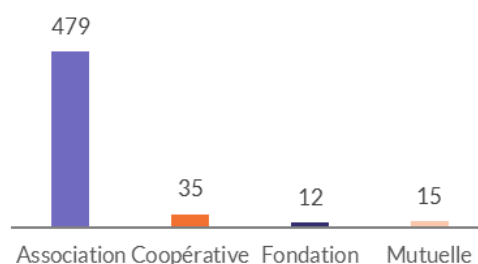
8 140
emplois salariés

12%
de l'ensemble des emplois salariés

77%
des emplois de l'ESS dans les associations

68%
de salariées femmes

Nombre d'établissements par famille



CRÉATION D'ENTREPRISES

Des créations d'entreprises en hausse de 20% en cinq ans

Définitions

Création d'entreprise

La notion de création d'entreprise s'appuie sur un concept harmonisé au niveau européen pour faciliter les comparaisons. Elle correspond à l'un des 3 cas suivants :

- création de nouveaux moyens de production,
- reprise par l'entrepreneur d'une activité après une interruption de plus d'un an,
- reprise par une entreprise nouvelle de tout ou partie des activités et moyens de production d'une autre entreprise lorsqu'il n'y a pas continuité de l'entreprise reprise.

Dans le cas des micro-entrepreneurs (ex auto-entrepreneurs), l'Insee ne peut dénombrer des créations au sens du concept européen. Il y a immatriculation dans le répertoire des entreprises et des établissements (REE-Sirene), mais on ne sait pas si y aura ou pas un début d'activité.

Certaines immatriculations se traduisent par une vraie création d'activité, d'autres par un démarrage différé, voire jamais réalisé

Taux de création ou taux de renouvellement

Rapport du nombre de créations d'entreprises d'une année au stock d'entreprises au 1^{er} janvier de cette même année. Il exprime le degré de renouvellement du tissu productif.

3 530
créations
d'entreprises

26,8%
de taux de
création

+20%
de créations en
cinq ans

36%
de femmes
parmi les
créateurs
d'entreprise

51%
de « moins de
30 ans » parmi
les créateurs
d'entreprise

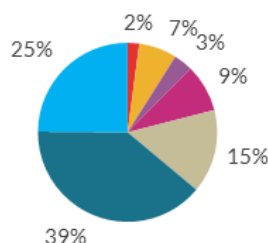
- En 2023, Villeurbanne a enregistré 3 530 créations d'entreprises, soit 10% de l'ensemble des créations de la métropole lyonnaise sur l'année.
- Les créations sous forme d'entreprises individuelles (y compris micro-entreprises) sont surreprésentées dans la commune, en comparaison à la moyenne métropolitaine.
- Les créateurs sont pour 51% âgés de moins de 30 ans et pour 36% des femmes (contre respectivement 48% et 41% en métropole).
- Le nombre de créations a progressé de +20% en cinq ans dans la commune.

Caractéristiques des créations d'entreprises en 2023

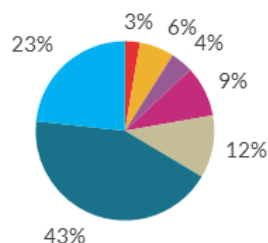
	Villeurbanne	Métropole de Lyon
• Nombre de créations	3 530	30 539
Taux de création	26,8%	20,7%
% entreprises individuelles	83%	74%
% micro-entreprises	74%	65%
% créations avec salariés	1,0%	1,1%
% créatrices femmes (entreprises individuelles)	36%	41%
% créateurs des moins de 30 ans (entreprises individuelles)	51%	48%
Evolution 2018 - 2023	+20%	+23%
Evolution 2022 - 2023	-4,2%	-4%

Répartition des créations d'entreprises par secteur d'activité en 2023

Villeurbanne



Métropole de Lyon



- Industrie, énergie, environnement
- BTP
- Commerce de gros et automobile
- Commerce de détail
- Transports - logistique
- Services aux entreprises, finance, immobilier
- Services aux particuliers

CONSTRUCTION DE LOCAUX

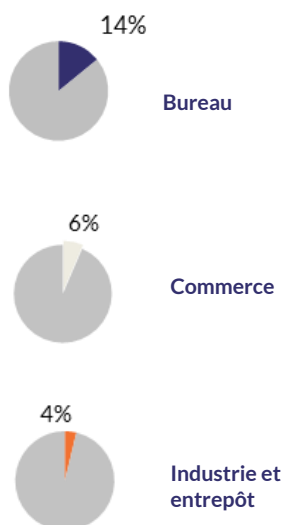
Prédominance de la construction de bureaux

Définitions

La construction de locaux neufs correspond aux mètres carrés des bâtiments commencés (2014-2021 en date réelle, 2022-2023 en date de prise en compte).

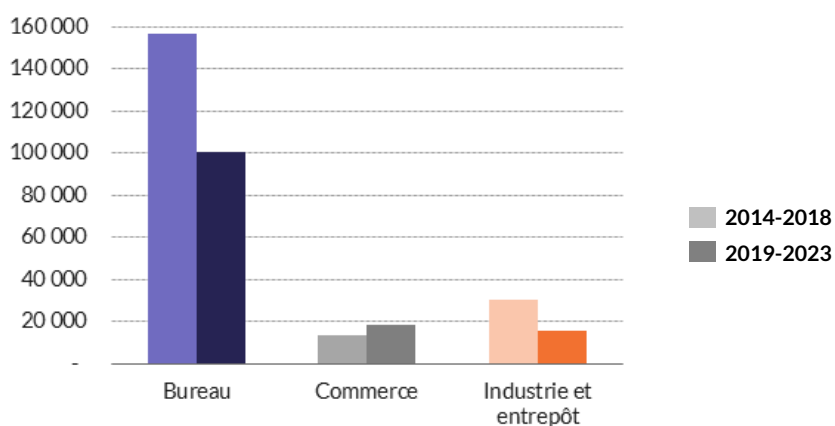
Les locaux artisanaux sont intégrés aux locaux industriels et entrepôts.

Part de la conférence dans la Métropole de Lyon entre 2014 et 2023

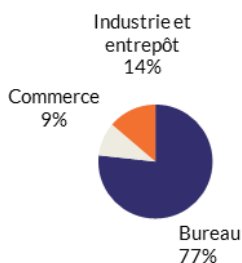


- En 10 ans, 335 000 m² de surfaces ont été commencées pour la construction de locaux d'activité à Villeurbanne, représentant 27,5 % du total des surfaces commencées dans la métropole lyonnaise.
- 77 % des surfaces commencées concernent la construction de bureaux, une proportion nettement supérieure à la moyenne métropolitaine (51 %).
- À l'inverse, la part des surfaces commencées pour les locaux industriels et les entrepôts dans la commune (14 %) est, elle, bien en deçà de la moyenne métropolitaine (35 %).
- La part des surfaces commencées dédiées à l'activité commerciale à Villeurbanne est également plus faible comparée à celle de la métropole lyonnaise.

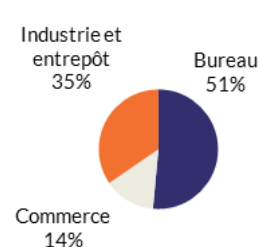
Construction de locaux entre 2014 et 2023 (en m²)



Villeurbanne



Métropole de Lyon



335 000 m²
de locaux commencés
entre 2014 et 2023

Construction de locaux entre 2014 et 2023 (en m² arrondis)

Territoire	Bureau	Commerce	Industrie et entrepôt
Villeurbanne	257 000	32 000	46 000
Métropole de Lyon	1 816 000	493 000	1 220 000

ARTIFICIALISATION – CONSOMMATION D'ESPACES NATURELS, AGRICOLES ET FORESTIERS

Une faible consommation d'espaces naturels et agricoles

Définitions

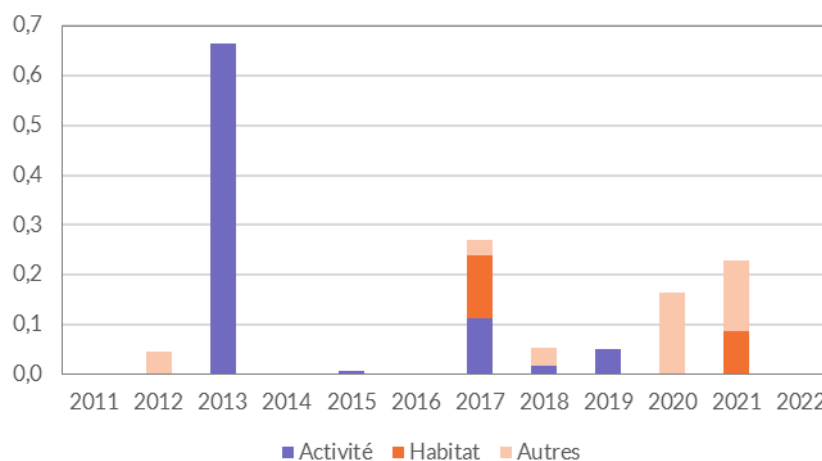
Cette page présente les indicateurs de consommation d'espaces produits pour le portail national de l'artificialisation à partir des fichiers fonciers, à l'échelle communale.

La consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers (Enaf) est entendue comme « la création ou l'extension effective d'espaces urbanisés sur le territoire concerné » (article 194 de la loi Climat et résilience). L'objectif est d'atteindre le « zéro artificialisation nette des sols » (ZAN) en 2050, Un objectif intermédiaire de réduction de moitié de la consommation d'Enaf sur la décennie 2021-2030 par rapport à la décennie 2011-2020.

La catégorie autres comprend : route, fer, mixte et inconnu

- Sur la période de référence 2011-2022, 1,5 hectare d'espaces naturels, agricoles et forestiers ont été consommés à Villeurbanne.
- Une part importante de la consommation (près de 0,7 hectares) a été consommée en 2013.
- L'activité économique représente 58% de la consommation de la commune. Une part plus élevée que celle observée à l'échelle de la métropole de Lyon (41%).

Consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers par destination (en hectare)

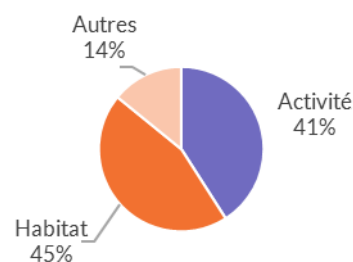
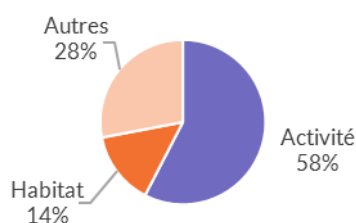


Consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers par destination entre 2011 et 2022 (en hectare)

Villeurbanne

Métropole de Lyon

1,5 ha
d'Enaf
consommés entre
2011 et 2022



IMMOBILIER D'ENTREPRISE

Un parc immobilier équilibré entre bureaux et industrie

Cette page a été réalisée grâce à la contribution du Cecim



Définitions

Le parc immobilier d'entreprise correspond aux mètres carrés de surface utile des bâtiments à vocation économique recensés par le Cecim. Les commerces sont exclus de ce recensement..

La demande placée correspond aux transactions réalisées au sein des ces bâtiments.

- Le parc immobilier de Villeurbanne est d'abord tourné vers les bureaux : près de 55% de sa surface utile en est constitué (41% dans la métropole).
- Le marché des bureaux est assez actif avec près de 90 locations et 40 ventes entre 2022 et 2024.
- La part des locaux industriels ou mixte est à 40% (contre 49% pour la métropole)
- On retrouve moins de transactions sur les locaux industriels ou mixte : 25 locations entre 2022 et 2024, et seulement 8 ventes.
- La part des locaux logistique est faible (5% contre 10% dans la métropole).

1 112 000 m²

parc immobilier d'entreprise en 2024

6%

de la métropole

Part des transactions dans la métropole (en m²)

11%

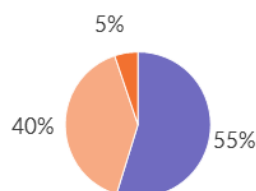
bureau

3%

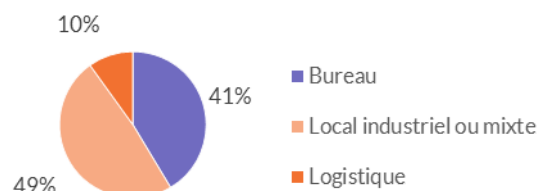
local industriel ou mixte

Le parc immobilier d'entreprise au 1^{er} janvier 2024 (Répartition de la surface utile selon le type de bien)

Villeurbanne



Métropole de Lyon



Demande placée 2022-2024

Bureau

		Nombre de transactions	Prix au m ²	Surface moyenne (en m ²)
Location	Ancien	67	175 €	404
Location	Neuf ou restructuré	22	199 €	2 066
Vente	Ancien	21	2 923 €	324
Vente	Neuf ou restructuré	16	3 180 €	683

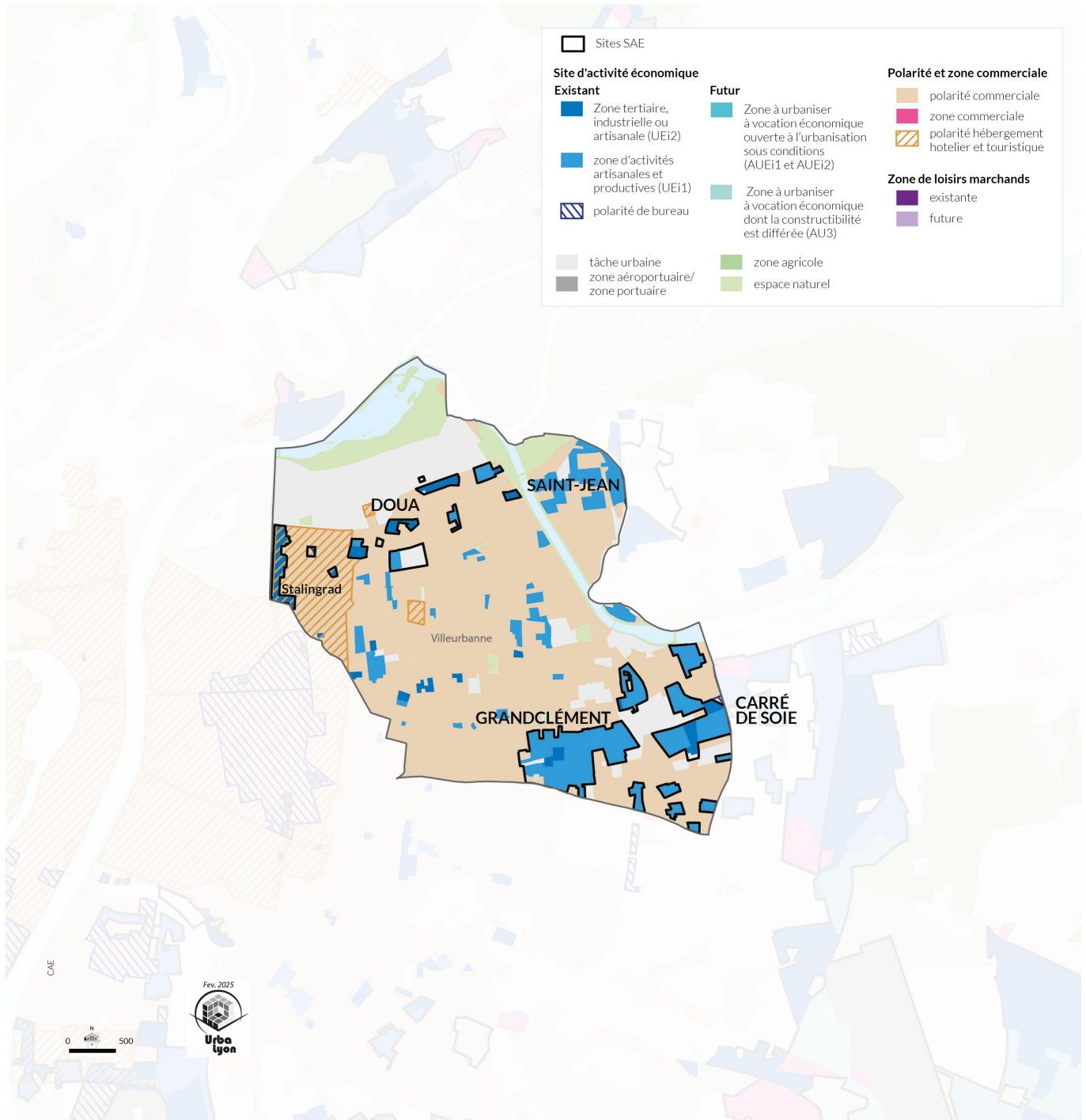
Local industriel ou mixte

		Nombre de transactions	Prix au m ²	Surface moyenne (en m ²)
Location	Ancien	23	95 €	427
Location	Neuf ou restructuré	2	nc	274
Vente	Ancien	6	1 369 €	591
Vente	Neuf ou restructuré	2	nc	1 578



SITES D'ACTIVITÉ

Sites économiques selon le PLU-H





EMISSIONS DE GAZ A EFFET DE SERRE

Une baisse soutenue des émissions de gaz à effet de serre

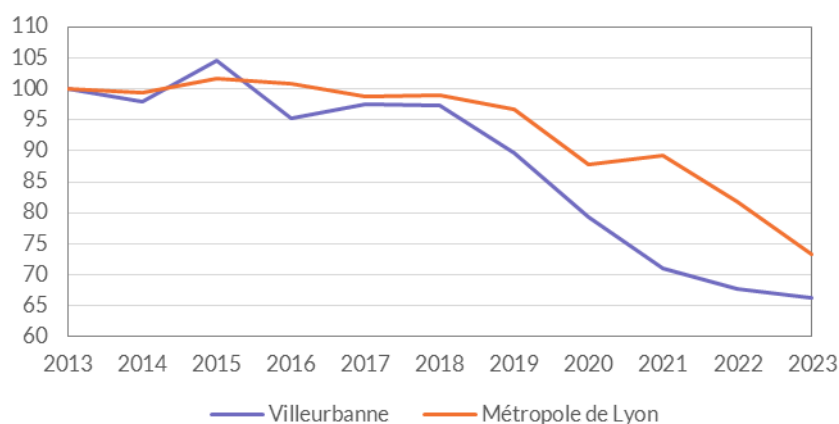
Définitions

Les données des émissions de gaz à effet de serre (GES) sont produites par l'Observatoire régional climat, air, énergie Auvergne-Rhône-Alpes (Orcae). Les GES considérés dans ces émissions sont le dioxyde de carbone (CO₂), le méthane (CH₄), le protoxyde d'azote (N₂O) et les GES fluorés (hydrofluorocarbure (HFC), perfluorocarbure (PFC), hexafluorure de soufre (SF₆) et trifluorure d'azote (NF₃)).

Unité : kteqCO₂, kilotonne équivalenteCO₂

- En 2023, Villeurbanne émet 285 kteqCO₂, représentant 6% des émissions de gaz à effet de serre (GES) de la métropole de Lyon.
- Le secteur résidentiel est le principal émetteur dans la commune, représentant 34% des émissions (contre 18% dans la métropole).
- Les émissions liées au transport routier à Villeurbanne sont, elles, conformes à la moyenne métropolitaine.
- Les autres secteurs liés à l'activité économique émettent proportionnellement plus de GES à Villeurbanne qu'à la métropole de Lyon.
- Sur dix ans, les émissions de GES dans la commune ont diminué de 34%, contre une baisse de 27% à l'échelle de la métropole.

Evolution des émissions de gaz à effet de serre

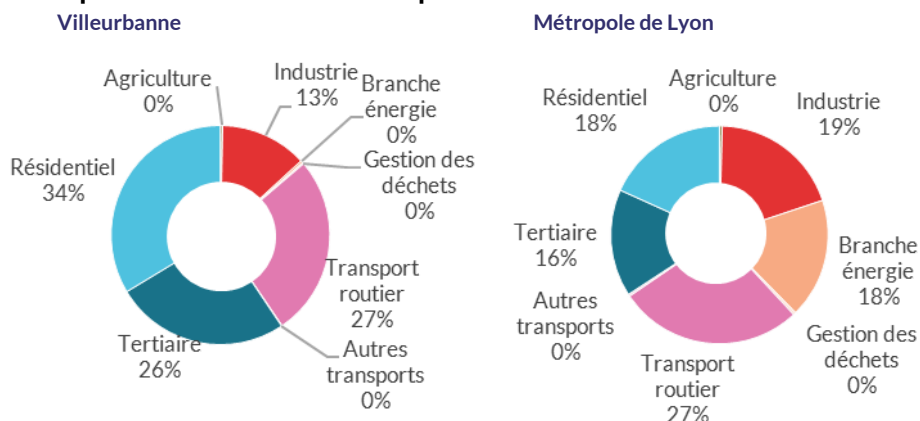


285 kteqCO₂
émissions de GES en 2023

6%
des émissions de la métropole de Lyon

-34%
en 10 ans

Répartition des émissions de GES par secteur en 2023



Source : Orcae



► Marché du travail et insertion

DEMANDEURS D'EMPLOI

Hausse modérée des demandeurs d'emploi dans la conférence

Les pages 36 à 39 ont été réalisées grâce à la contribution de France Travail



Définitions

Les demandeurs d'emploi en fin de mois (DEFM) sont les personnes inscrites à France Travail et ayant une demande en cours au dernier jour du mois. France Travail définit cinq catégories de demandeurs d'emploi, dont :

- catégories A : demandeurs d'emploi sans emploi, tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi,

- catégories B et C : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite courte (i.e. de 78 heures ou moins au cours du mois pour les cat. B) ou longue (plus de 78 heures au cours du mois pour les cat. C),

Demandeur d'emploi de longue durée : personne inscrite à France Travail depuis un an et plus

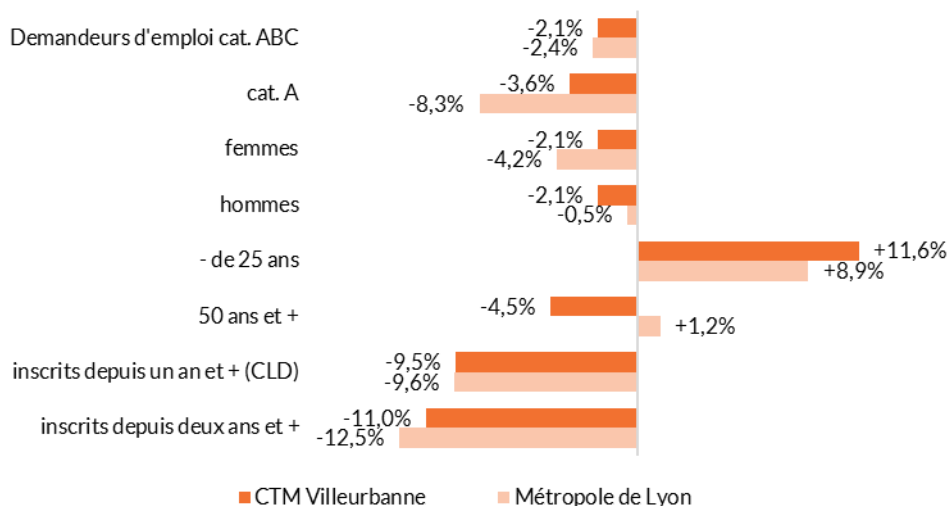
Demandeur d'emploi de très longue durée : personne inscrite à France Travail depuis deux ans et plus

- Villeurbanne compte 15 590 demandeurs d'emploi fin 2024 (soit 12,6% des demandeurs d'emploi de la métropole) dont 61% de catégorie A.
- En un an, le nombre de demandeurs d'emploi a augmenté de 1,6% soit une hausse deux fois moins forte qu'à l'échelle de la métropole (+ 3,4%) et parmi les plus modérée des CTM aux côtés de Lônes et coteaux du Rhône (+ 0,5%), Plateau Nord et Rhône Amont (+ 1,9%).
- Les demandeurs d'emploi de moins de 25 ans sont proportionnellement légèrement plus nombreux dans la Conférence (13,6%) que dans la métropole (13,1%). Ils sont en forte hausse (+ 8,4% en un an) y compris dans la métropole (+ 9,3%).
- En 5 ans, les effectifs de demandeurs d'emploi de cat. ABC sont en recul de 2,1% (- 2,4% dans la métropole) et les plus fortes baisses ont concerné, comme dans la métropole, les demandeurs d'emploi de longue durée ainsi que les seniors dans une moindre mesure (en baisse de 4,5% alors que l'effectif croit de + 1,2% dans la métropole).

Caractéristiques des demandeurs d'emploi en décembre 2024 et évolution annuelle

	CTM Villeurbanne	Métropole de Lyon	CTM Villeurbanne	Métropole de Lyon
Demandeurs d'emploi cat. ABC	15 590	123 295	+1,6%	+3,4%
dont cat. A	61%	58%	+6,8%	+7,4%
dont femmes	49%	49%	+1,6%	+2,8%
dont - de 25 ans	14%	13%	+8,4%	+9,3%
dont 50 ans et +	20%	23%	-0,8%	+1,8%
dont inscrits depuis un an et + (CLD)	39%	41%	-3,1%	+1,0%
dont inscrits depuis deux ans et +	21%	22%	-4,9%	-0,7%

Évolution du nombre de demandeurs d'emploi par profil entre 2019 et 2024



15 590

DEFM de catégories ABC

+1,6%

en un an

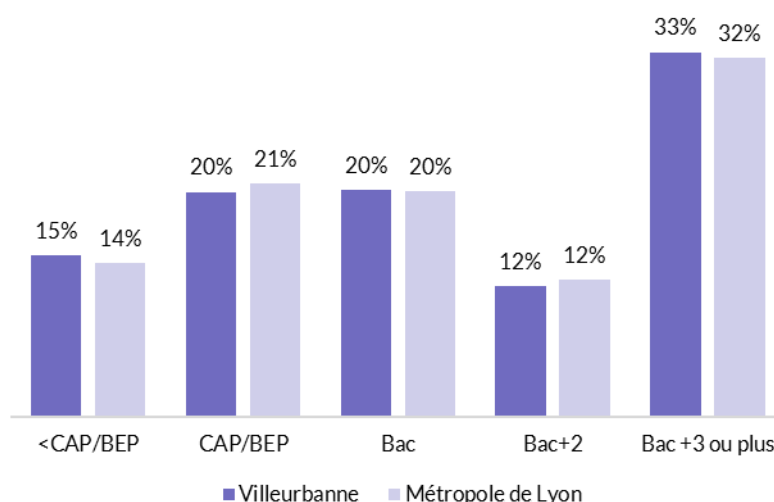


NIVEAU DE FORMATION DES DEMANDEURS D'EMPLOI

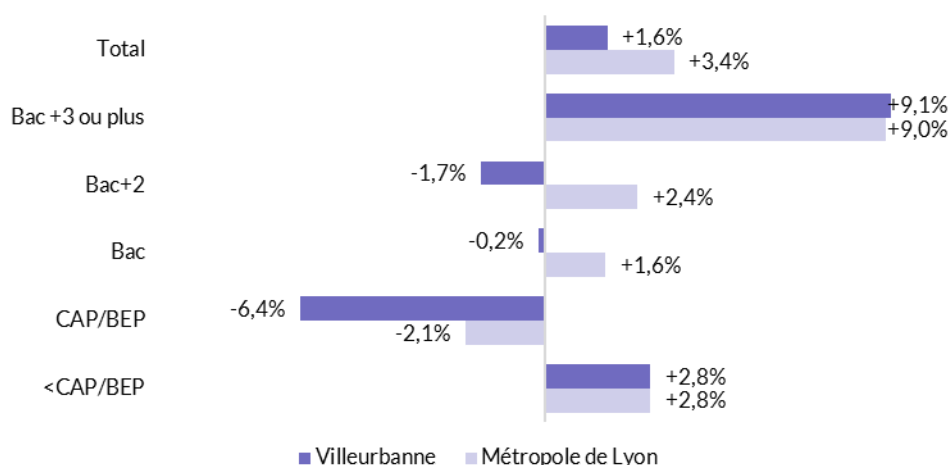
Une répartition assez équilibrée des niveaux de formation

- A Villeurbanne, la répartition des demandeurs d'emploi par niveau de formation est sensiblement la même que celle observée dans la métropole de Lyon. 35% des demandeurs d'emploi de cat. ABC n'ont pas atteint la classe de terminale (baccalauréat général, technologique ou professionnel). Comme dans la métropole, un tiers des demandeurs d'emploi a un niveau Bac+3 ou plus.
- 45% des demandeurs d'emploi ont suivi des études supérieures (44% dans la métropole).
- En un an, les « Bac +3 et plus » sont en nette progression parmi les demandeurs d'emploi avec + 9,1% soit une hausse équivalente à celle observée à l'échelle de la métropole (+ 9%). Les demandeurs d'emploi de niveau inférieur à un CAP-BEP sont également en hausse avec + 2,8% à Villeurbanne ainsi que dans la métropole.

Niveau de formation des demandeurs d'emploi de catégories ABC fin 2024



Evolution du nombre de demandeurs d'emploi de catégories ABC en un an selon le niveau de formation



33 %

des demandeurs d'emploi ont au moins le niveau Bac+3 ou plus
32% dans la Métropole de Lyon

Source : France Travail - données brutes au 31 décembre

OFFRE ET DEMANDE D'EMPLOI PAR METIER

Forte baisse des offres d'emploi en un an

Définitions

Attention : l'observation des déséquilibres entre offres et demandes d'emploi sur un bassin de vie n'est qu'indicative car les demandeurs d'emploi cherchent également un emploi au-delà des frontières de leur territoire de vie de même que les employeurs cherchent à recruter quel que soit le lieu de résidence des candidats. De plus, il est important de rappeler que Pôle emploi ne capte pas l'intégralité des offres d'emploi. Enfin les offres recensées transmises par un établissement du territoire peuvent correspondre à un lieu de travail situé en dehors. C'est parfois le cas dans les métiers d'assistance auprès d'enfants, d'adultes, des services domestiques, etc.)

11 530
d'offres
d'emploi
collectées

-38%
en un an
(-18% dans la
métropole de
Lyon), plus
forte baisse
parmi toutes
les CTM

- 11 530 offres d'emploi ont été collectées par France Travail en 2024. C'est une forte baisse de 38% sur un an, soit la plus forte baisse parmi toutes les conférences territoriales des maires.
- 26% des offres du territoire sont concentrées sur dix métiers.
- Comme dans de nombreuses CTM, le magasinage et la préparation de commande fait partie des métiers les plus recherchés par les demandeurs d'emplois du territoire.

Les dix premiers métiers pourvoyeurs d'offres d'emploi en 2024
(10 971 offres soit 26 % du total des offres)

	Villeurbanne
Installation et maintenance d'équipements industriels et d'exploitation	4,4%
Maintenance d'installation de chauffage	4,2%
Magasinage et préparation de commandes	2,6%
Infirmier de soins généraux	2,3%
Nettoyage de locaux	2,3%
Management et ingénierie études, recherche et développement industriel	2,2%
Études et développement informatique	2,1%
Employé polyvalent de restauration	1,9%
Assistance médico-technique	1,8%
Mécanique automobile	1,8%

Les dix métiers les plus ciblés par les demandes d'emploi en 2024
(16 365 demandes soit 22 % du total des demandes)

	Villeurbanne
Magasinage et préparation de commandes	3,6%
Nettoyage de locaux	3,3%
Études et développement informatique	2,6%
Vente en habillement et accessoires de la personne	2,2%
Conduite et livraison par tournées sur courte distance	2,1%
Mise en rayon libre-service	2,1%
Assistance auprès d'enfants	1,7%
Secrétariat	1,6%
Accueil et renseignements	1,6%
Employé polyvalent de restauration	1,5%

Source : Pôle emploi - Offres et demandes d'emploi enregistrées sur l'année 2024

RECRUTEMENTS

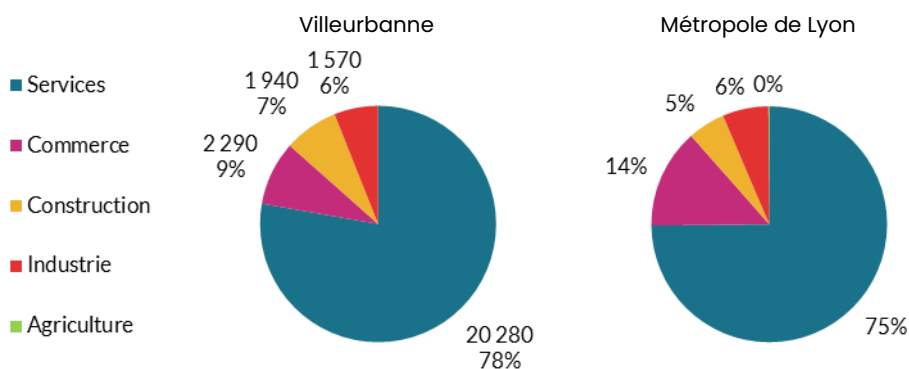
Les services, à l'origine de 8 recrutements sur dix

Définitions

Déclaration préalable à l'embauche (DPAE) : formalité obligatoire effectuée par l'employeur dans les huit jours précédant l'embauche, quelle que soit la durée du contrat de travail. Ne sont comptés ici que les contrats d'au moins un mois hors intérim.

- 26 070 embauches ont été réalisées sur le territoire de Villeurbanne en 2024. Ce nombre est en recul de 8% par rapport à 2023 (6% dans la métropole). C'est l'une des plus fortes baisses observées parmi les CTM. Elle est équivalente dans Lônes et coteaux du Rhône et inférieure à celle de Val d'Yzeron (-10,4%).
- Le secteur des services est largement sur-représenté dans les embauches. Il est à l'origine de 78% des recrutements dans le territoire (75% dans la métropole). Il accuse la plus forte diminution parmi tous les secteurs d'activité (également en baisse) avec - 9% d'embauches en un an.
- La construction est légèrement plus présente en proportion que dans la métropole. Elle concentre 7% des recrutements en 2024 (5% dans la métropole).
- Cinq métiers concentrent un quart des embauches : le nettoyage courant des bâtiments en tête des secteurs recruteurs, la restauration de type rapide, le conseil en systèmes et logiciels informatiques, l'enseignement supérieur et l'ingénierie et les études techniques.

Répartition des recrutements par grand secteur d'activité en 2024



Les cinq principaux secteurs (NAF 732) recruteurs en 2024

	Villeurbanne		Métropole de Lyon	
	Nombre recrutements	Part dans le total		Part dans le total des recrutements
Nettoyage courant des bâtiments	1 807	6,9%	Restauration traditionnelle	6,3%
Restauration de type rapide	1 332	5,1%	Restauration de type rapide	4,4%
Conseil en systèmes et logiciels informatiques	1 022	3,9%	Nettoyage courant des bâtiments	3,7%
Enseignement supérieur	994	3,8%	Ingénierie, études techniques	2,9%
Ingénierie, études techniques	908	3,5%	Activités de sécurité privée	2,5%

26 070
recrutements
en 2024
soit **8,5%**
du total de
la métropole

-8%
en un an
(- 6% dans la
métropole)

BÉNÉFICIAIRES DU RSA ET DE LA PRIME D'ACTIVITÉ

Une précarité qui touche davantage les personnes isolées

Cette page a été réalisée grâce à la contribution de la Caf du Rhône



Définitions

RSA : le revenu de solidarité active est une prestation sociale qui répond au double objectif de lutte contre la pauvreté et de réinsertion. Il s'adresse aux foyers les plus en difficultés pour leur garantir un revenu mensuel minimum et pour les accompagner sur le plan social et professionnel. Son montant est modulé selon la situation financière et la composition du foyer. Il peut être majoré s'il s'agit d'un parent isolé. Les ressources du foyer doivent être inférieures à un montant forfaitaire calculé en fonction de la composition du foyer (599 €/mois est le RSA à taux plein pour une personne seule en 2023). Le montant du RSA est égal à la différence entre le montant forfaitaire et l'ensemble des ressources du foyers (revenus d'activité, allocations chômage, aide au logement....).

La prime d'activité peut bénéficier aux travailleurs de 18 ans ou plus, aux étudiants salariés et apprentis, et aux non-salariés sous certaines conditions : de revenu, de résidence ou familiales.

En fonction de leur niveau de ressources déclaré les foyers demandeurs se voient attribuer le RSA seulement, le RSA et la prime d'activité ou la prime d'activité seule.

- Fin 2023, Villeurbanne compte 6 210 foyers allocataires du RSA. La part de la population couverte atteint 8,0% soit un taux supérieur au taux métropolitain (6,0%).
- Villeurbanne concentre 15,3% des allocataires du RSA de la métropole.
- En ajoutant les bénéficiaires de la prime d'activité, on atteint 12,3% de la population couverte par l'un et/ou l'autre des dispositifs, un taux l supérieur à celui de la métropole de Lyon (9,6%).
- 56,1% des allocataires du RSA sont bénéficiaires de l'allocation depuis plus de 4 ans (54,5% en moyenne dans la métropole).
- Plus de la moitié (55%) des bénéficiaires du RSA sont des personnes isolées , majoritairement des hommes.
- 43% des bénéficiaires du RSA concernent les foyers avec des enfants, en particulier les familles monoparentales.

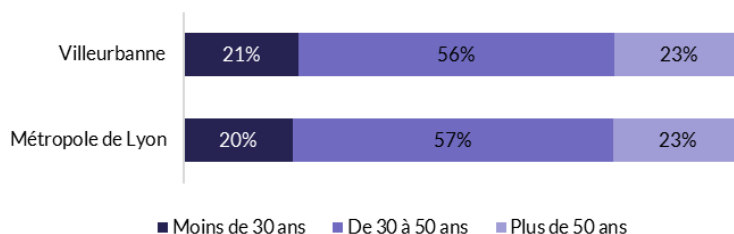
Nombre de foyers allocataires et évolution en cinq ans

	Villeurbanne		Métropole de Lyon	
	Allocataires au 31-12-2023	Evolution en 5 ans	Allocataires au 31-12-2023	Evolution en 5 ans
RSA *	6 210	+1,3%	40 580	+1,6%
Prime d'activité**	15 130		105 940	
RSA et/ou prime d'activité	19 900		137 170	

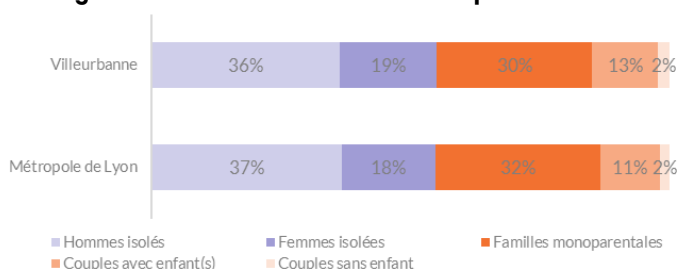
* RSA seul et RSA + prime d'activité

** Prime d'activité seule et RSA + prime d'activité

Répartition des ménages allocataires du RSA selon la tranche d'âge en 2023



Répartition des ménages allocataires du RSA selon la composition familiale



6 210

Foyers allocataires du RSA fin 2023

8,0 %

de la population est couverte par le RSA fin 2023

JEUNES ACCOMPAGNÉS PAR LES MISSIONS LOCALES

Un quart des jeunes a une problématique de santé

Cette page a été réalisée grâce à la contribution des Missions locales



Les Missions Locales

Définitions

Le parcours contractualisé d'accompagnement vers l'emploi et l'autonomie (PACEA) est proposé à tout jeune âgé de 16 à 25 ans suivi par une mission locale, en difficulté et confronté à un risque d'exclusion professionnelle. Il consiste en un accompagnement de 24 mois maximum vers l'emploi et l'autonomie.

Le Contrat d'engagement jeune (CEJ) s'adresse aux jeunes de 16 à 25 ans (ou 29 ans lorsqu'ils disposent d'une RQTH) qui ne sont pas étudiants, qui ne suivent pas une formation et qui présentent des difficultés d'accès à l'emploi durable. En vigueur depuis le 1er mars 2022, le CEJ propose un accompagnement individuel et intensif pouvant durer jusqu'à 12 mois (15 pour les plus éloignés de l'emploi) comprenant un minimum de 15 à 20 heures d'activités par semaine tout au long du parcours, comprenant des actions individuelles, collectives et en autonomie encadrée. Le CEJ poursuit un objectif d'entrée rapide et durable dans l'emploi. Il remplace la Garantie jeunes. Le CEJ est mis en œuvre par France Travail et les missions locales.

Le versement d'une allocation pouvant aller jusqu'à 552 € par mois est proposé en fonction de l'âge du bénéficiaire, de ses ressources ou celles de son foyer et à la condition du respect des engagements de son contrat.

3 310
jeunes
accompagnés
en 2023

470
entrées en CEJ
en 2023

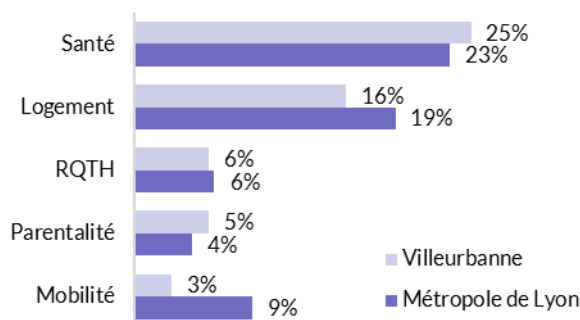
18%
des jeunes
habitent en QPV*

* il s'agit des QPV 2015

67%
des jeunes n'ont
pas le permis

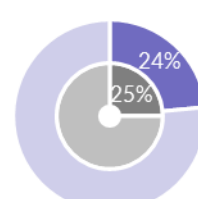
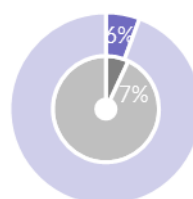
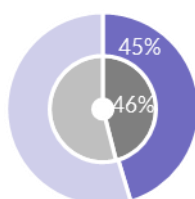
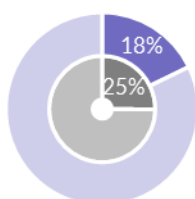
- 3 310 jeunes Villeurbannais ont été accompagnés par la mission locale en 2023.
- Parmi eux, 45% étaient des jeunes femmes, 55 des hommes et 24% n'avaient aucune qualification.
- 25% des jeunes accompagnés sont confrontés à des problématiques de santé (23% dans la métropole). Le logement arrive au 2e rang des contraintes les plus fréquemment rencontrées avec 16% de jeunes concernés (19% dans la métropole).
- 470 jeunes ont signé un contrat d'engagement jeune en 2023.

Problématiques rencontrées par les jeunes accompagnés



Profil des jeunes entrées en contrat d'engagement jeune en 2023

Résidents QPV Femmes Mineurs Sans qualification**



● CTM
● Métropole de Lyon

**Sans qualification (niv. V bis et VI) : sortie en cours de 1^{er} cycle de l'enseignement secondaire (6e à 3e) ou abandons en cours de CAP ou BEP avant l'année terminale.

INSERTION PAR L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE

Un public en insertion à la fois plus jeune et plus âgé

Cette page a été réalisée grâce à la contribution de la DDETS du Rhône

Définitions

Cinq types de structures composent l'IAE :

Ateliers et chantiers d'insertion (ACI) :

Les salariés dans les ACI sont généralement en début de parcours d'insertion. Ils sont liés à la structure par un contrat de travail à durée déterminée d'insertion (CDDI). Les salariés produisent des biens et services qui sont ensuite commercialisés.

Entreprises d'insertion (EI) :

Les EI répondent aux mêmes règles qu'une entreprise classique, c'est leur finalité sociale qui les distingue de leurs concurrentes. Les salariés sont liés à la structure par un CDDI. Ils intègrent l'équipe de production.

Associations intermédiaires (AI) :

Les AI embauchent des personnes éloignées de l'emploi par le biais de CDDI ou de CDD d'usage. Ces salariés sont mis à disposition d'entreprises, collectivités ou particuliers qui sont liés à l'AI par un contrat de mise à disposition.

Entreprises de travail temporaire d'insertion (ETTI) :

Les ETTI utilisent le travail temporaire comme support de l'insertion. Les salariés sont liés à l'ETTI par un contrat d'intérim d'insertion et l'ETTI est liée à l'entreprise cliente par un contrat de mise à disposition.

Entreprises d'insertion par le travail indépendant (EITI) :

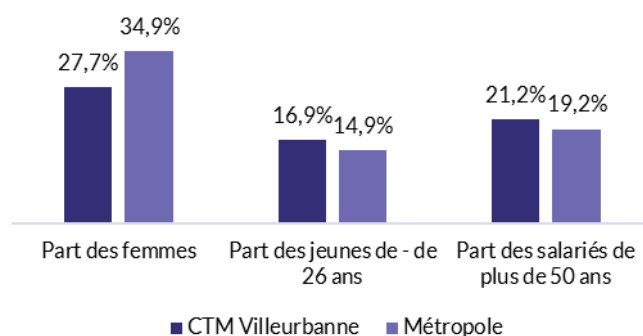
Les EITI accompagnent les bénéficiaires dans la création de leur entreprise et dans sa gestion et proposent des formations et une mise en relation avec des clients.

- L'Insertion par l'activité économique (IAE) propose un accompagnement à des personnes éloignées de l'emploi en vue de les aider à intégrer durablement le marché du travail. Les personnes évoluent dans un parcours d'insertion d'une durée de 24 mois en général. Ces établissements font partie de l'économie sociale et solidaire.
- 14 structures de l'IAE sont installées sur la commune. Les 7 entreprises d'insertion accompagnent 44% des salariés en insertion.
- Les secteurs d'activité principaux concernent le bâtiment et les travaux publics (y compris le second œuvre), la valorisation des déchets (incluant le tri et le recyclage) et le nettoyage. A noter des activités de menuiserie et de travail du bois dans 2 structures (dont une menuiserie-école).
- En moyenne, le public accompagné est plus jeune : 16,9% des salariés contre 14,9% dans l'ensemble de la métropole.
- Le public sénior est plus représenté : plus d'une personne sur cinq (21,2%) a au moins 50 ans (contre 19,2% en moyenne dans la métropole).
- Moins de trois salariés sur dix (27,7%) sont des femmes, proportion inférieure à celle observée dans la métropole (34,9%).

Type de structures

	Nombre de structures	Nombre de salariés en insertion accompagnés	Part des femmes	Part des jeunes de - de 26 ans	Part des salariés de plus de 50 ans
CTM Villeurbanne	14	1 500	27,7%	16,9%	21,2%
ACI	4	460	35%	17%	25%
AI	1	250	54%	13%	33%
EI	7	670	16%	17%	16%
ETTI	2	120	9%	28%	10%
Métropole	70	6 250	34,9%	14,9%	19,2%


Profil des salariés en insertion dans l'IAE en 2023



14
structures
en 2023

1500
salariés en
insertion en
2023

27,7%
de femmes parmi
les salariés en
insertion en 2023



Nous remercions l'ensemble des partenaires fournisseurs de données, en particulier :

- France Travail Auvergne-Rhône-Alpes,
- la CCI Lyon Métropole Saint-Étienne Roanne,
- la CMA Lyon-Rhône

qui ont réalisé des traitements spécifiques pour ce document.

Directeur de la publication : **Damien Caudron**
Réfèrent : **Vincent COUTURIER** – v.couturier@urbalyon.org

Ce rapport résulte d'un travail associant les métiers et compétences de l'ensemble du personnel de l'Agence d'urbanisme



Agence d'**Urbanisme** de l'aire
métropolitaine **lyonnaise**

Tour Part-Dieu, 23^e étage
129 rue Servient
69326 Lyon Cedex 3
Tél. : +33(0)4 81 92 33 00
www.urbalyon.org

La réalisation de ce rapport a été permise par la mutualisation des moyens engagés par les membres de l'Agence d'urbanisme